

Histoire et Traditions populaires

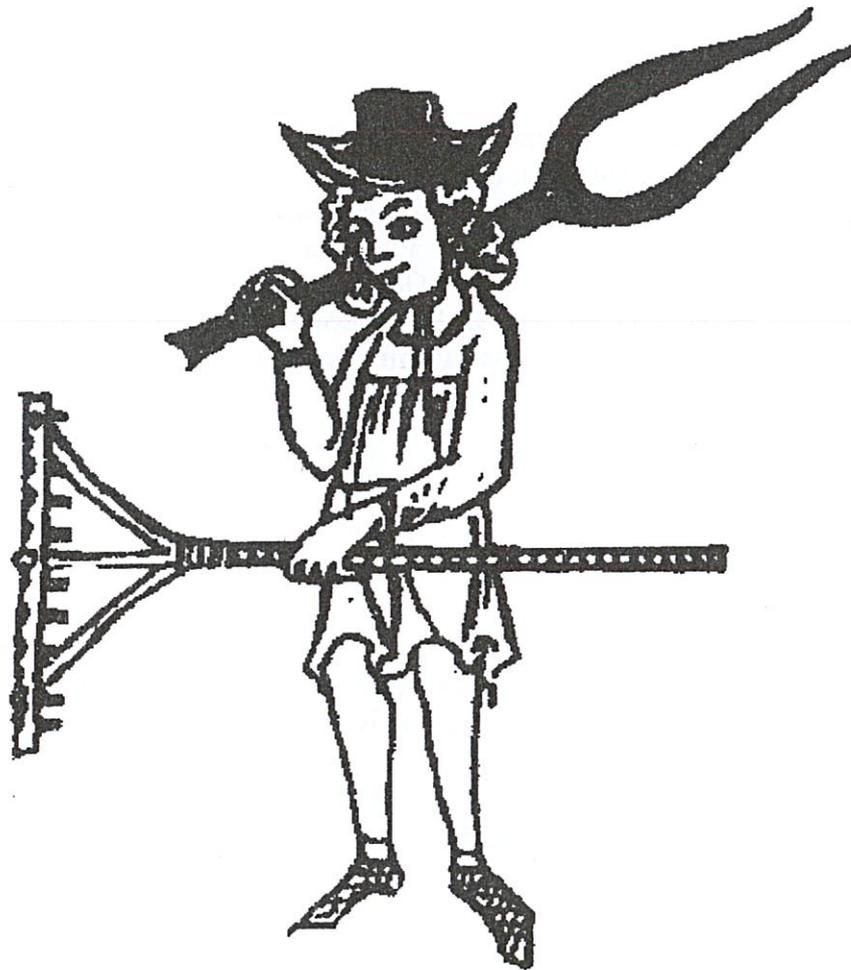
*Journée "Manoirs" du 12 Septembre :
Tôtes, Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, Le Mesnil-Durand
Communications journée
"Archéologie et Traditions populaires"*



Le Billot en 1915

N° 87 Septembre 2004

Histoire et Traditions populaires
Foyer rural du Billot
14170 L'oudon



Histoire et Traditions populaires

Bulletin trimestriel publié par le Foyer Rural du Billot
14170 L'Oudon
Tel / Fax : 02 31 20 62 72

Septembre 2004 – n° 87 – 31^e année

Responsables de publication :

Gérant Jacky Maneuvrier – **Membres** : Almir Bellier, Dominique Bordeaux, Yvon et Arlette Bouillé, Eric Bourgault, Denise Bourgault, , Thierry et Paule Bricon, Stéphanie Bricon, Henri Callewaert, José et Claude Castel, Michel et Marie-France Chanu, Yvette Denis, Pierre et Brigitte Ferrand, Dominique Fournier, Pierre et Christiane Girard, Jean et Marie Godet, Alexandra Grenier, Gérard et Chantal Guillin, , Marie-Thérèse Hugot, Claude et Michèle Lemaître, Christophe Maneuvrier, Jacky et Danie Maneuvrier, Michel Nigault, Jacqueline Pavy, Odile Plékan, Jean et Françoise Tramblais, François et Colette Wèbre.

Abonnement simple : 13 Euros

Abonnement avec adhésion à l'Association : 19 Euros . L'adhésion valable pour toute la famille est nécessaire pour participer aux activités du Foyer à cause des assurances.

Dans la région du Foyer du Billot, de nombreux bulletins sont distribués par les membres du Conseil d'Administration, en cas d'envoi par la poste il convient d'ajouter 6 Euros pour les frais d'envoi.

Périodicité : mars, juin, septembre, décembre. Le bulletin de juin étant généralement consacré à l'exposition annuelle.

Sommaire

<i>Journée manoirs du 12-09-2004</i>		p. 4
<i>Florent Chaboissier, maître verrier</i>	François Havin	p. 6
<i>L'église de Tôtes</i>		
<i>Une maison de pierre du XVIIe s. à Tôtes</i>	Jack manouvrier	p. 9
<i>Histoire de Tôtes, texte de 1860</i>	+ Dr Pépin	p. 13
<i>Saint-Martin-du-Mesnil-Oury</i>	Serge Richer	p. 17
<i>La Cour de la vallée</i>		
<i>La Cour aux Grives à Saint-Martin-du-mesnil-Oury</i>	Jack Maneuvrier	p. 24
<i>François-Xavier de Maistre</i>	Jean Tramblais	p. 27
<i>Projets de voies ferrées dans le canton de Saint-Pierre-sur-Dives</i>	Henri Paumier	p. 29
<i>L'activité commerciale du Billot</i>	Daniel Lalizel	p. 35
<i>Quand la sucrerie Bouchon faisait vivre toute une région</i>	Yves Robert	p. 43
<i>le manoir du Houlbec à Ecots</i>	Jack Maneuvrier	p. 47
<i>Le Houlbec, note historique</i>	Yves Nédélec	p. 50
<i>Gustave Gosselin, peintre et photographe A Montviette</i>	Christiane Dorléans	p. 55
<i>L'église du Mesnil-Durand</i>	Jack Maneuvrier	p. 60

Programme d'activités – 4^e trimestre

Arts plastiques : Les activités « Arts plastiques » auront lieu le 2^e samedi de chaque mois à partir du mois de novembre. Les enfants de 5 à 12 ans pourront faire différentes activités : papier recyclé, mosaïque, poterie ... Les plus grands et les adultes, de la peinture sur soie.

Ces activités se dérouleront au Foyer de 14h30 à 16h30 pour les enfants et jusqu'à 18h pour les adultes. Elles sont réservées aux adhérents du Foyer et, gratuitement, aux enfants du Billot.

Pour tous renseignements s'adresser à Paule Bricon, tel : 02 31 20 64 75

Randonnées pédestres : Elles ont lieu le 3^e dimanche de chaque mois. Rendez-vous sur la place du Billot à 14 heures. Certaines sorties sont organisées avec « Randonnées et Patrimoine de la Viette et de L'Oudon » et « Monviette-Nature ».

Exposition : Les réunions pour préparer la prochaine exposition se tiendront au Foyer le 3^e samedi de chaque mois à partir de 15 heures. Thème retenu pour 2005 : « **L'eau dans la vie quotidienne** ».

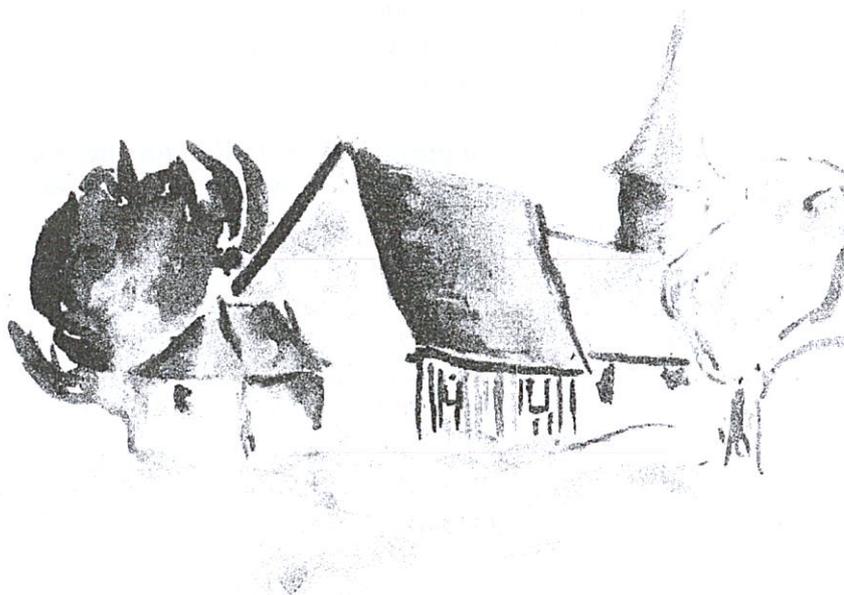
Assemblée générale : L'Assemblée Générale a été fixée « **vendredi 10 décembre 2004 à 20h30 au Foyer** ». Voir convocation jointe au bulletin et en dernière page.

Rapport moral et rapport d'activités
Rapport financier par la trésorière Chantal Guillin
Election du tiers sortant ; les candidatures au Conseil d'Administration devront parvenir au Foyer avant le 6 décembre.
Projets d'activités
Questions diverses : montant de l'adhésion

« Journée manoirs du 12 septembre 2004 »

A la découverte de l'architecture du sud Pays d'Auge

Cette journée, fixée désormais au deuxième dimanche du mois de septembre, a réuni 120 participants, tous adhérents de notre association. Le soleil, l'accueil chaleureux de nos hôtes, la bonne humeur et la disponibilité des participants ont permis le succès de cette journée. Nous tenons à remercier tout particulièrement notre ami Florent Chaboissier pour sa présentation des vitraux de l'église de Tôtes, notre conseiller général Michel Bénard, adhérent et ami de notre association, et madame Bénard pour leur accueil et le sympathique réconfort qu'ils nous ont servi dans la matinée, Mme Fanny Cavrois et M. Serge Richer qui nous ont aidés à préparer les visites de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, et tous nos hôtes qui nous ont ouvert avec beaucoup de gentillesse leur demeure : M. et Mme Lemière à Tôtes, M. et Mme Delouche au manoir du Houlbec à Ecots, M. et Mme de Fumichon, la cour aux Grives et M. et Mme Delaroière, la cour de la Vallée, à Saint-Martin-du-Mesnil-Oury.



Eglise Saint Martin

(encre d'Agnès Langlais)

Florent Chaboissier, maître verrier

Restaure quatre vitraux à Tôtes

François Havin

« C'est mon premier grand chantier dans la région et j'ai beaucoup de plaisir à le faire. »

Ainsi s'exprime Florent Chaboissier, maître verrier installé au lieudit La Varinière à Notre-Dame-de-Fresnay-L'Oudon. En ce moment, il réalise des vitraux pour l'église de Tôtes, située dans cette commune.

Son travail consiste à effectuer quatre verrières à deux panneaux ainsi qu'une autre, en demi-cercle, située au-dessus de la porte d'entrée. Ce chantier est une commande du conseil municipal oudonnais.

Artiste confirmé, Florent a fait des études d'arts plastiques à l'atelier parisien Met de Penninghen. Il a obtenu le diplôme supérieur de l'ENSAAMA de Paris. Son palmarès est impressionnant: grand prix régional des métiers d'art et de création décerné par le conseil régional du département Ile-de-France en 1987, puis la même année par le conseil général de Seine-Saint-Denis, médaille d'argent des métiers d'arts de la Fondation Lounsberg en 1996 par l'académie d'architecture.

Il a vendu aussi une de ses oeuvres à la présidence de la République. Elle fut offerte au pape Jean-Paul II lors de sa venue à Strasbourg en 1988. Enfin, l'artisan a participé à de nombreuses expositions en France comme à l'étranger. Ses créations dans ses édifices publics et religieux ne se comptent plus.

Il explique ce qu'il réalise pour la petite église de Tôtes. Un travail qui fera de l'édifice religieux le premier de Basse Normandie à être doté de vitraux historiés, symboliques d'une écriture contemporaine où les personnages sont suggérés plus que représentés.

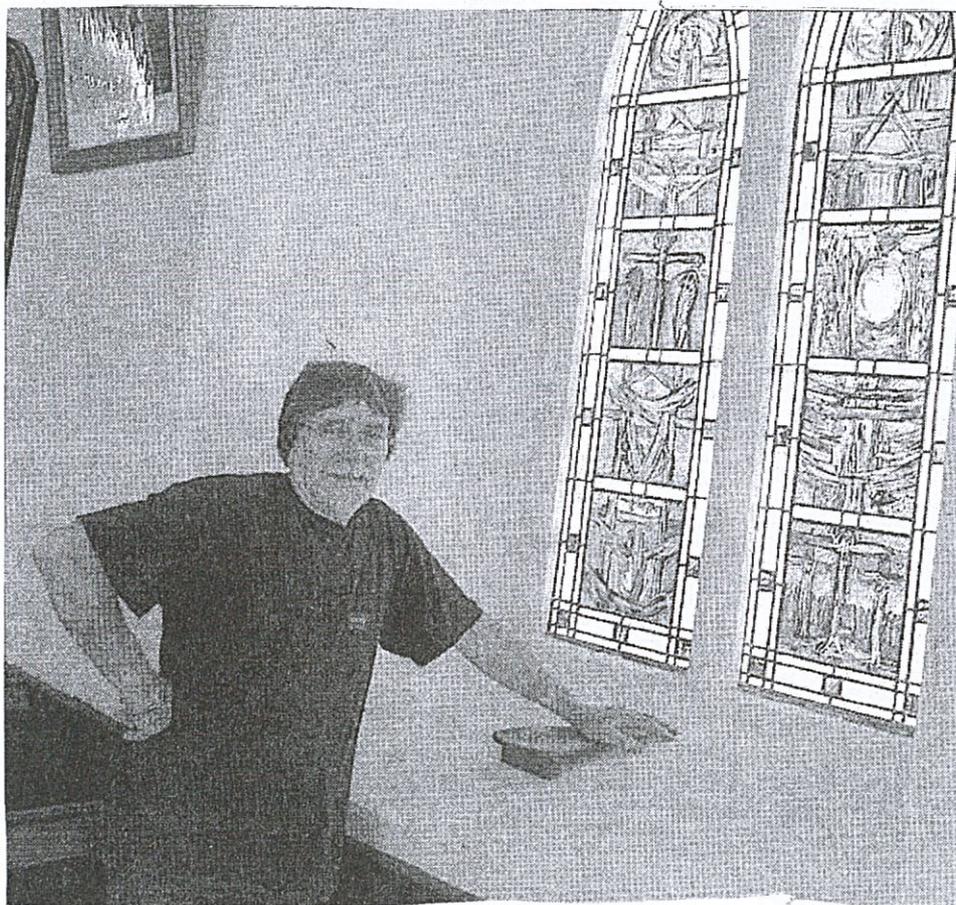
"C'est une oeuvre sur la spiritualité par le geste, le graphisme. Mes personnages évoquent la souffrance, la phrase du Christ: "Mon père, mon père, pourquoi m'as-tu abandonné ?".

Utilisant une couleur terre provenant d'oxydes métalliques de fer, de manganèse, de cobalt traités à la manière de la peinture sur verre, il soumet ses pièces à des cuissons répétées. Ensuite chacune est entourée de verres opalescents et fait l'objet d'un jeu graphique avec le plomb.

"Je joue sur une écriture graphique des valeurs, des profondeurs" précise Florent Chaboissier.

**Florent Chaboissier dans son atelier à Notre-Dame-de-Fresnay,
commune de L'Oudon au lieu dit « La Varinière ».**

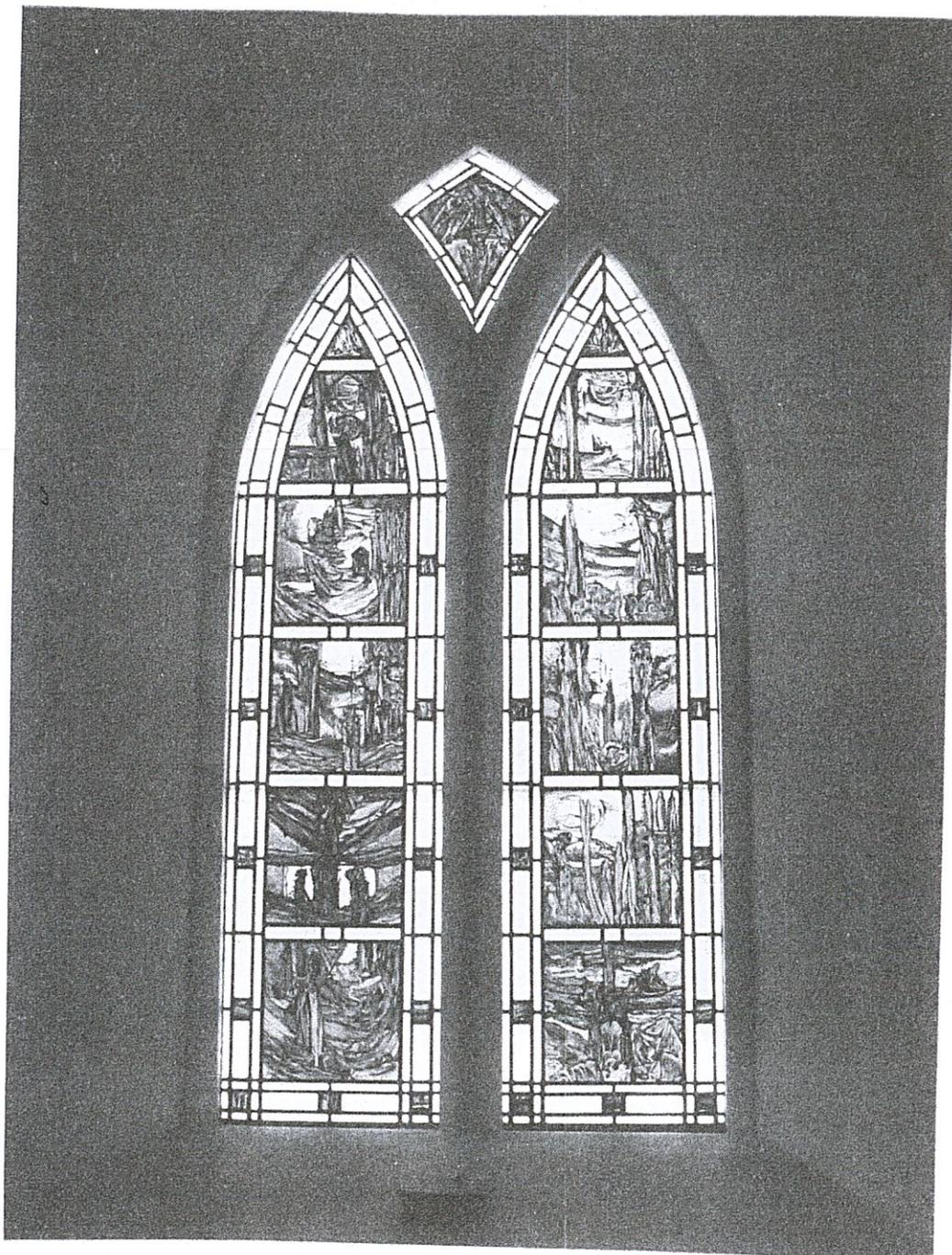
A l'arrière-plan, des vitraux en préparation pour l'église de Tôtes



Photographie François Havin

Vitraux, création de Florent Chaboissier, église de Tôtes.

Photo : Paule et Thierry Bricon



L'église de Tôtes

Jack Maneuvrier

L'église de Tôtes a subi bien des remaniements depuis sa construction, sans doute au XIII^e siècle comme semble l'indiquer la croisée en lancette au-dessus du portail¹. Une fenêtre à deux baies ogivales encadrées sous un arc cintré, qui occupe le chevet, et qui éclairait cette partie de l'église avant d'être bouchée par suite de l'établissement de l'autel à grand rétable, annonce le XIV^e siècle². Deux croisées modernes, de style gothique, ont remplacé des ouvertures de forme carrée.

Le clocher est en bois, à pyramide à huit pans, recouvert d'ardoise ; le beffroi renfermait deux cloches avant la Révolution.

L'autel est l'élément le plus intéressant de l'intérieur de l'église. « Autel rectangulaire avec agneau du XVII^e siècle. L'élégant tabernacle Louis XV, orné d'un ciboire est flanqué de consoles et d'ailerons à ressauts portant des urnes. Retable tripartite en bois, assez tardif, divisé par des colonnes corinthiennes cannelées et rudentées ; au centre, Ensevelissement du Christ ; chute de feuillage ; à droite et à gauche, niches ; fronton arrondi à enroulements avec monogramme du Christ³.

L'autel actuel recouvre un ancien autel en pierre, primitif.

Une statue ancienne représente sainte Marguerite, patronne de l'église, un monstre à ses pieds. Sainte Marguerite est la grande protectrice des femmes en couche. Sa spécialité vient assurément, selon le Dr Fournée⁴, de sa légende, laquelle a inspiré son iconographie : elle émerge du ventre ou du dos d'un dragon. Curieusement à Tôtes, cette statue est priée comme une sainte Appoline pour soulager les maux de dents des enfants. Hippolyte Gancel a relevé la même coutume à Notre-dame-de-Livaye.

¹ Dr Pépin, Histoire de la commune de Tôtes », Journal Le Normand.

² Arcisse de Caumont, La Statistique Monumentale du Calvados, 1867, réédition J. Floch 1967.

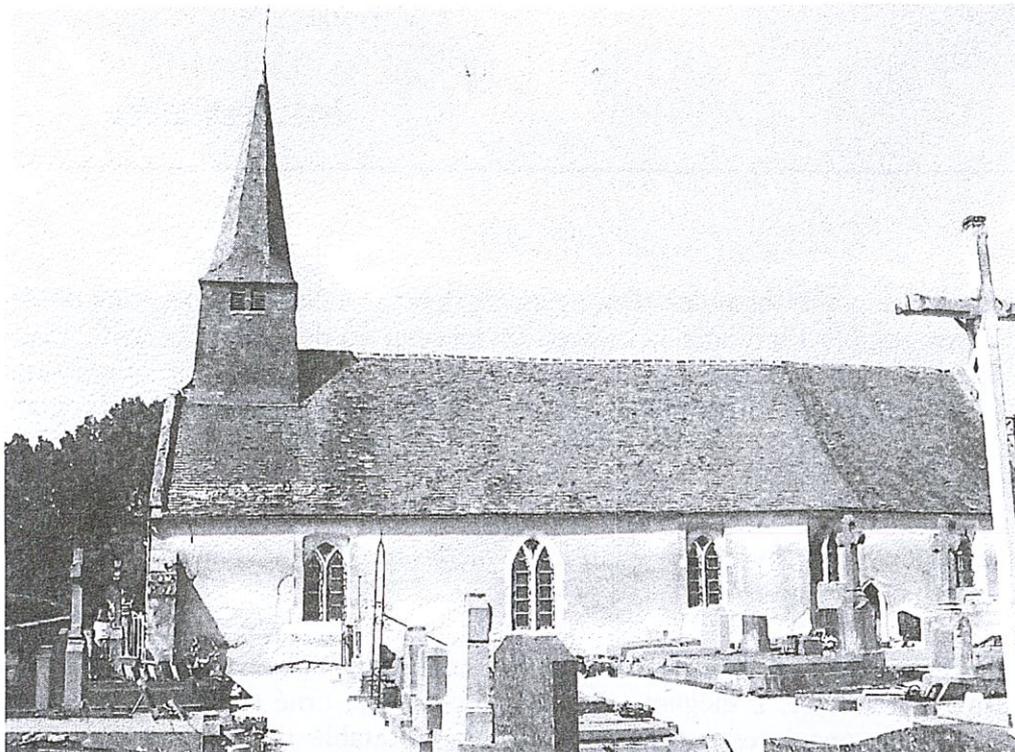
³ Jacques Pougheol, « Répertoire des autels et retables du Calvados », Art de Basse-Normandie numéros 46,47,48,49,50.

⁴ Dr Jean Fournée, « le culte populaire et l'iconographie des saints en Normandie », Société parisienne d'histoire et d'archéologie normandes, numéro spécial des Cahiers Léopold Delisle, 1973.

1 – Eglise de Tôtes

2 – Tableau du retable : Ensevelissement du Christ

Photos : Paule et Thierry Bricon



Statue de sainte Marguerite – Eglise de Tôtes

Photo : Paule et Thierry Bricon



*A Notre-Dame-de-
Lisage (Calvados),
la pseudo-sainte
Apolline reçoit harpons
et linges de bébes.*



Photo de Sainte Marguerite ⁵

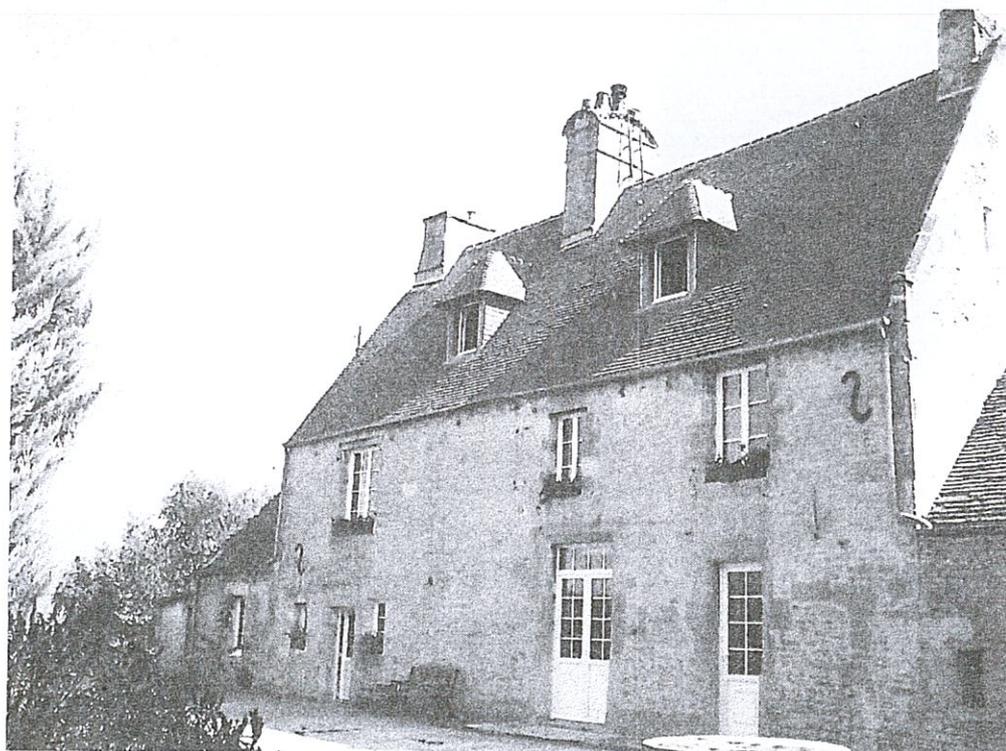
⁵ Hippolyte Gancel, « Les saints qui guérissent en Normandie », Editions Ouest-France

Maison de pierre à Tôtes

Grâce à l'obligeance de Monsieur et Madame Lemièrre nous avons pu visiter cette belle maison de pierre située près de l'église de Tôtes.

Le plan d'ensemble de cette demeure, la cheminée centrale, les anciens accès situés aux extrémités du logis dont l'ancienne porte à droite qui a été murée, sembleraient montrer que le logis a été construit au XVII^e siècle et peut être même avant d'autant plus que de nombreuses pierres sont encore jointoyées à l'argile.

La toiture a été refaite récemment après avoir été détruite lors de la tempête de décembre 1999.



Histoire de Tôtes

**D'après le Dr Pépin, médecin à Saint-Pierre-sur-Dives
Historien du canton, collaborateur d'Arcisse de Caumont
Texte écrit vers 1860**

Seigneurie.

Elle forme la partie la plus intéressante de cet historique ; en effet, la féodalité jouait un si grand rôle avant la révolution, qu'il est toujours intéressant de rappeler ces souvenirs, au point de vue historique seulement. Il appartient aux chercheurs de faire revivre cette page de l'histoire, que dans un moment de fureur aveugle, le peuple a voulu effacer à tout jamais; ce sera surtout dans les chartiers de la noblesse que l'on trouvera une moisson abondante, mais l'accès en est assez difficile, et pourtant, quand on fait des recherches dans un but louable, on ne devrait s'y opposer, il serait au contraire honorable de faciliter ces travaux.

Les premiers seigneurs de Tôtes nous sont indiqués par les rôles de l'échiquier, ils remontent au XII^e siècle, ce sont Radulfe, Raginalde et Roger, de Tôtes. Il n'est pas absolument certain qu'il s'agisse de notre localité, car il existe en Normandie trois communes de ce nom.

En 1277, dans une charte de Philippe III, confirmative des donations de l'abbaye de Saint-Jean de Falaise, le sieur Henri de Tôtes (de Lyureio) est indiqué comme faisant une rente de 30 sols à cette abbaye.

Les documents nous faisant défaut, il nous faut ensuite franchir une période de trois siècles.

Nous voyons alors qu'au commencement du XVII^e siècle, la terre de Tôtes était divisée entre deux familles: les de Vallois dont les armes sont: d'azur au chevron d'or accompagné en chef de deux molettes d'éperon du même et en pointe d'une croix; et celles de Fortin qui portent: d'argent au chevron de sable accompagné de trois molettes d'éperon du même, au chef d'argent chargé d'un croissant d'azur.

A la mort de Jehan Fortin, écuyer, sieur de Mongaru (pour Mongaroult probablement), époux de Jeanne Jamot, ses héritages furent partagés entre 3 lots, lesquels nous indiquent, les trois fiefs nobles de cette commune. Nicolas Fortin eut le fief de la Motte de Tôtes. C'est dans les bâtiments de ce fief, que se voit encore une vaste grange dîmière, à porte cintrée et dont l'intérieur présente deux bas côtés.

La motte de terre, qui a donné le nom à ce fief, existait en face l'habitation de M. Labrousse, maire, on a depuis quelques années déblayé le terrain, mais il est toujours entouré d'un profond fossé et les anciens prétendent l'avoir vue couronnée des débris d'une tour, précieux vestiges qu'il eut été curieux de conserver.

Jacques Fortin eut le fief du Mesnil de Tôtes et Noël Fortin le fief de la Hoguette de Tôtes.

L'aîné, Nicolas Fortin, écuyer, sieur de la Motte, patron honoraire de Tôtes, épousa Angélique de Moré et en 2ème nocces Isabelle Desjardins, au précédent veuve de César le Vallois, écuyer, sieur de Bonmesnil: il eut pour fils aîné, Jean François Fortin, écuyer, sieur de Mongaru et Jean-Baptiste Fortin.

Jacques Fortin, écuyer, sieur du Mesnil, devint conseiller du roi, lieutenant général du vicomte de Falaise.

Une de leurs soeurs, Guillemette Fortin, était veuve en 1663 de Jean de Cordé, écuyer, sieur de la Roque, parent de Charlotte Corday.

En 1665, Charles Fortin, proche parent de Charles Fortin, grand prieur de l'abbaye de Saint-Etienne de Caen, avait le patronage de Montgaru et de Tôtes.

Nous voyons, en 1692, la mention de Philippe Fortin, écuyer, sieur de la Hoguette, demeurant à Tôtes. Deux ans plus tard, il épousa damoiselle Charlotte Héron, fille de Georges Héron, sieur de Louis, conseiller du roi à Falaise et de damoiselle Marie Philippe. De cette union naquirent:

En 1695, deux jumeaux; l'un fut nommé Jean-Baptiste Fortin, par Jean Baptiste Gauthier, écuyer, sieur de Menivalle: le second était une fille, qui fut nommée Charlotte Renée par Guy Héron, conseiller du roi, assesseur au bailliage de Falaise.

En 1696, naquit Marie-Marguerite Fortin,

1698, Marie-Françoise Fortin;

1699, Augustin-Philippe Fortin;

1700, Guy-Charles Fortin;

1702, Michel-Philippe Fortin.

Le père de ces enfants mourut en 1724, et c'est aussi à cette époque que se maria damoiselle Charlotte Fortin avec Charles Dubosq, écuyer, sieur de la prairie, fils d'Antoine Dobosq, écuyer, sieur de Boisauné. Dubosq porte: d'hermine à trois faces, ondées de gueules au chevron d'or brochant sur le tout.

En 1734, J.B Fortin, écuyer, sieur de la Hoguette, épousa Marie de Bernières, dont les armes sont: d'or à la bande d'azur, chargée de trois croisettes d'argent et accostée de deux filets de gueules.

Nous ne savons où rendait la branche des de Vallois dont la famille rayonnait dans tout le pays.

En 1544, on voit aux archives de la préfecture la mention de Guillaume le Vallois, écuyer, sieur de Tôtes, et en 1550, Jehan le Vallois.

En 1603, François le Vallois, écuyer, était sieur de Tôtes.

En 1652, Bertran le Vallois avait la sieurie de la Motte.

Héleine de Gislain était veuve en 1640 de Charles le Vallois, écuyer, sieur de Tôtes et de Boismesnil, il avait pour frère Nicolas le Vallois, écuyer, sieur de la Forest, époux d'Isabelle Desjardin. Un le Vallois ayant obtenu dans l'armée un emploi plus considérable, se démit en 1674 de ses fonctions de lieutenance en faveur de François le Vallois, fils d'Isabelle Desjardin; il épousa Judith le Neveu, de Méry, en 1686; son frère était Charles le Vallois, écuyer, sieur et patron honoraire de Tôtes, lieutenant d'une compagnie d'infanterie dans le régiment de Conty. Ils héritèrent du patrimoine d'un sieur de Boismesnil, par Jean-Nicolas-Esprit de Euge, écuyer, sieur de Boisduval, capitaine dans le régiment de Champagne, époux de noble dame Elisabeth Desjardin, veuve de Pierre de Beaumesnil. César le Vallois, écuyer, sieur de Tôtes et de Boismesnil, épousa la veuve Desjardins, en 1678.

Le maréchal de France, Joseph-Paul Montesquiou, chevalier, seigneur et comte d'Artaigan, était seigneur de Tôtes: ses armes sont d'or à deux tourteaux de gueules.

Les nobles résidant en cette commune étaient, en 1763: Messire Nicolas-Philippe Grandin, écuyer, sieur de la Galonnière, fils de feu Louis Grandin, chevalier, seigneur et patron de Sacy, et de feu Marie-Marthe de la Mousque, de Falaise, lequel épousa Charlotte Fortin, fils de feu Claude Fortin, écuyer, sieur de la Hoguette, et de Marie de Bernières; de cette union sortit Marie-Louise-Nicole-Aimée Grandin, en 1758, Michelle-Jacqueline Grandin, l'année suivante, et enfin en 1763, Auguste-Philippe-Charles Grandin, nommé, par Messire-Charles Destampes, seigneur du Mesnil-Lieurey. Michelle-Jacqueline Grandin épousa, en 1788, Jean-Pierre Lambert de Montcarel, conseiller du roi, vicomte de Saint-Pierre, fils de Pierre Lambert de Montcarel, conseiller du roi, vicomte de Saint-Pierre-sur-Dives, et de Madelaine-Charlotte de Canteil.

Episode dramatique. La tradition populaire rapporte qu'un duel assez singulier eut lieu dans cette commune il y a environ deux siècles, entre un le Vallois et un sieur Fortin.

Quoique ces deux familles se fussent souvent alliées entre elles, cela n'empêcha pas, ainsi qu'il arriva dans beaucoup d'autres communes, que la question de priorité des droits honorifiques de l'église, ne suscitât de vives querelles. Le prêtre était quelquefois forcé de sortir à la fin des offices, revêtu de ses habits sacerdotaux, pour les séparer. Mais un dimanche, après qu'il eut été résolu pour éteindre les querelles continuelles suscitées au moment de la distribution du pain bénit, de suspendre le panier à une des cordes du clocher, de manière qu'au sortir de l'office, chacun pût en prendre soi-même, le sire de Vallois, d'un caractère assez violent, ne put contenir sa colère, il attaqua au sortir de la grand-messe, d'invectives si violentes le sieur Fortin, que celui-ci se sentit saisi d'indignation, un défi s'en suivit immédiatement. Le lieu du combat fut le champ qui est derrière l'église. On choisit les armes, un duel à l'épée s'engage, le fer s'entrechoque d'une manière sinistre, mais au bout de peu de temps le Vallois pousse un cri de désespoir et tombe à la renverse blessé mortellement; Fortin, ému, n'écoutant que ses sentiments, s'élança aussitôt vers son adversaire, et au moment où il lui tend les bras et se penche près de lui porte secours, il reçoit de son, adversaire un coup d'épée en pleine poitrine; ainsi périrent nos deux champions.

Les actes civils ne remontant pas assez haut, nous avons regretté de n'avoir pu trouver la mention de ces deux mortalités, car il est probable que la cause de leur mort eût été signalée avec quelques détails.

Tôtes faisait partie de la sergenterie de Saint-Pierre.

Saint-Martin-du-Mesnil-Oury

Serge Richer

Saint-Martin-du-Mesnil-Oury est une commune du Pays d'Auge, département du Calvados, arrondissement de Lisieux, canton de Livarot. Son territoire est limité par six localités: Coupesarte et Castillon-en-Auge au nord-ouest, Sainte-Marguerite-de-Viette au sud-ouest, Saint-Michel-de-Livet au sud, Livarot au sud-est (sur quelques dizaines de mètres) et le Mesnil-Durand au nord est, dont elle est séparée par la rivière la Vie, sa plus longue frontière.

Sise sur la rive gauche de la Vie, la commune de Saint-Martin est constituée pour partie du versant sud-ouest de cette vallée et du plateau qui la surplombe. Outre la Vie, elle est également bordée par le ruisseau des Fourneaux, limite avec Castillon, et le ruisseau du Peulvey, limite avec Saint-Michel-de-Livet. Ce ne sont que des filets d'eau, mais les vallons sont profonds comme l'indiquent les courbes de niveau.

Altitude (mairie): 159 m. Point le plus bas (La Vie): 44 m. Point le plus haut (route de Viette): 180m. Dénivelé : mairie-Pont-Breton: 108 m sur une distance de 1 km (pente moyenne de 11 %). Avis aux amateurs de cyclotourisme!

Sans en être très éloigné, le "Mesnil-Oury" est à l'écart des grandes routes. Deux départementales traversent son territoire: la D 111a qui relie Castillon à Livarot en passant par le plateau, dite route de Livarot à Mézidon, et la D 273, l'artère principale, qui, traversant la vallée, relie la précédente à la D 47 (route de Lisieux Saint-Julien-le-Faucon par le Mesnil-Durand et Coupesarte). Caen est distante d'environ 45 km, Lisieux et Saint-Pierre-sur-Dives de 15 km, Livarot de 5 km. Terre de bocage, la commune de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury est constituée en totalité d'herbages clos de haies vives, et de vergers. L'élevage des bovins en est actuellement la principale activité, la production laitière ayant quasiment disparu. A noter que dans le passé, et contrairement à Saint-Michel-de-Livet, il semble que Saint-Martin ne se soit jamais adonnée à la fabrication de fromages.

Sa superficie est d'environ 478 ha, dont une dizaine d'hectares de bois (Bois du Roi, dit aussi de Belle-Place, et parc du château compris). Le bois que l'abbaye de St Pierre sur Dives y possédait avant la révolution dépassait les 30 ha, dont une bonne partie a été

essartée dans le courant du XIXe siècle. Jusqu'au milieu de ce siècle, comme partout ailleurs, une partie importante des surfaces étaient cultivées. A l'époque contemporaine, quelques champs qui avaient été couchés en herbe ont été relevés, notamment après l'introduction du maïs dans la région, puis à nouveau couchés.

Saint-Martin ne possède pas de bourg chef-lieu. Elle a une église et, bien entendu, une mairie, chacun dans leur coin de pré, mais semble n'avoir jamais été pourvue de commerces, ni d'ailleurs d'aucune activité artisanale.

Il est inutile de préciser que cette localité augeronne possède quelques beaux spécimens de construction en colombage, fermes et manoirs, mais aucun édifice particulièrement remarquable. Comme dans l'ensemble de cette région, la fréquentation touristique reste modeste, mais les résidents secondaires, nombreux, apprécient son calme et le charme de ses paysages.

Le nom à rallonge de la commune s'explique par son origine. Sous l'ancien régime, il existait deux paroisses, Saint-Martin-des-Noyers et la Trinité-du-Mesnil-Oury (le domaine d'Orric), qui avaient été données à l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives, très probablement à sa fondation au XIe s., comme l'ensemble des paroisses entre St Pierre et la Vie. De l'autre côté de la Vie, il existait deux paroisses également, le Mesnil-Durand et Pont-Alery, les quatre se rejoignant au niveau du gué. Soit quatre églises aux pointes d'un quadrilatère d'environ 1 km de côté, ce qui représente une remarquable densité d'églises au kilomètre carré!

Au XVIe s; le patronage de Saint-Martin appartenait toujours à l'abbaye, tandis que celui de la Trinité appartenait à un seigneur qui n'était pas exactement celui du lieu, car la plus grande partie des terres étaient en franc alleu (selon de Caumont), c'est-à-dire qu'elles ne dépendaient pas d'un seigneur, ce qui fait que cette paroisse ne possédait pas de fiefs à proprement parler. Ce patronage appartenait au XVIIIe siècle aux Le Comte de Nonant devenus le Comte du Rouil par acquisition du fief portant ce nom à Sainte-Marguerite-des-Loges.

En 1715, l'Abbé de Saint-Pierre ayant voulu nommer le curé du Mesnil-Oury contre le choix du sieur du Rouil, il s'ensuivit un imbroglio qui se termina en 1719 devant le Parlement de Rouen au détriment du "poullain" de l'Abbé. Pendant près de quatre ans, la Trinité eut donc deux curés, pour un bénéfice réputé l'un des plus pauvres du diocèse de Lisieux: 300 L (en 1760) contre 700 pour Saint-Martin, pourtant moins peuplée.

Au civil, les paroisses dépendaient de la généralité d'Alençon, vicomté, baillage et élection de Falaise, sergenterie de Saint-Pierre-sur-Dives. Au religieux, elles dépendaient du diocèse de Lisieux, archidiaconé d'Auge, doyenné du Mesnil-Mauger.

A la Révolution, elles devinrent communes de l'éphémère canton de Saint-Julien-le-Faucon, puis furent réunies en 1831 par une ordonnance royale de Louis-Philippe. Saint-Martin était la plus étendue, mais, le Mesnil-Oury comptant le plus d'habitants, c'est cette dernière qui fut choisie comme chef-lieu de la nouvelle commune de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, au grand dam de la municipalité des Noyers.

Auparavant, sous Napoléon, elles avaient été rattachées pour le culte à Saint-Michel-de-Livet, et, si elles avaient encore églises et presbytères, elles n'avaient plus de curé.

Saint-Martin-du-Mesnil-Oury compte aujourd'hui environ 100 habitants auxquels il convient d'ajouter quelques 25 résidents secondaires (il y a 82 électeurs inscrits). Aux deux recensements précédents, elle comptait 90 h, mais 105 au recensement de 1982. La population tourne autour de ce chiffre 100 depuis 1930, après une chute considérable au cours du XVIIIe s. et une légère reprise dans les années 1870. Ainsi, en 1720, le Mesnil-Oury comptait 39 feux et Saint-Martin des Noyers 32, ce qui donne une population totale aux alentours de 350 habitants.

En 1790, les Noyers (seuls) étaient descendus de 160 à 108 habitants. En 1829, juste avant la réunion des communes, les Noyers n'en avaient plus que 72 et la Trinité 106 (elle en avait eu près de 5200). La courbe poursuit sa chute jusqu'à 104 en 1860 pour la commune réunie, puis remonte brusquement à 163 en 1872, avant de s'infléchir à nouveau.

La mairie :

La mairie de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury est à l'image de la commune, très modeste. C'est une construction en brique d'un modèle commun à beaucoup des petites communes de la région.

Cette construction fut décidée en 1893 et réalisée grâce à un emprunt d'un peu plus de 2800 F, dont 30 F pour l'achat d'un terrain, ce qui équivalait à peu près au budget d'une année. La mairie fut donc construite, probablement en 1894 ou 95 (je n'ai pas la date exacte d'achèvement), dans un coin de verger au haut du coteau, "à la carre de deux routes" selon les termes de la délibération. Son emplacement n'est pas anodin car si elle était -et reste- isolée, elle est bâtie au centre de la commune.

Remarquons ici que St Martin, pauvre et peu peuplée, n'aura pas d'école et qu'elle dépendra des communes voisines, notamment du Mesnil-Durand, pour la scolarité de ses enfants, mais que ce sera l'une de ses préoccupations majeures dès 1835, bien avant les lois de Jules Ferry.

Saint-Martin-du-Mesnil-Oury n'ayant pas, par ailleurs, de monument aux morts, c'est la mairie elle-même qui fait office de mémorial, plusieurs plaques sur la façade rappelant les noms de ses citoyens morts pour la France au cours des divers conflits.

Dix-huit maires se sont succédés depuis la réunion des communes. Entre autres curiosités, Georges Motte, dont j'aurai l'occasion de reparler, et qui a été maire à deux reprises au début du XXe s, a été élu conseiller une première fois en 1896 et une dixième fois en 1947, soit 51 ans après. Il ne terminera pas ce dixième mandat puisqu'il est décédé en 1950.

Le premier maire de St Martin des Noyers élu démocratiquement en 1790 ne fut autre que Pierre-André Jourdain, seigneur et patron de la paroisse, en compagnie de toute la municipalité de l'ancien régime. Election aussitôt invalidée pour incompatibilité de charges, le nouveau maire appartenant à la Maison du Roi. Ce fut Leclerc, greffier de l'ancienne municipalité qui fut élu à sa place.

Entre 1796 et 1800, les municipalités furent supprimées et remplacées par une administration municipale cantonale. C'était en quelque sorte la communauté de communes avant l'heure. Les communes furent donc administrées localement par des agents municipaux, sorte de maires-délégués. Les municipalités furent rétablies par la Constitution de l'an VIII.

Le château :

Ornement indispensable de tout village qui se respecte, le château. On voit de loin celui de Saint-Martin en venant de Lisieux. C'est le château du Mézeray. L'édifice actuel n'est pas très vieux puisqu'il ne date que des années 1860, mais il succédait à un manoir en pierre et colombage du XVI^e s, dit manoir seigneurial de la Barillière-Saint-Martin, lequel, dit-on, aurait brûlé. On n'a aucune représentation de ce manoir, mais dans les archives de l'abbaye de St Pierre figurent plusieurs plans datant de 1780, dont celui du domaine, qu'il est intéressant de comparer à la situation actuelle: emplacement de l'ancien château, entrée, bâtiments...

Vers 1830, les héritiers de Claire de Belleval, dernière descendante Jourdain, vendirent ce domaine aux Leboeuf d'Osmoy, vieille famille originaire de la Bretagne mais établie en Normandie au XIII^e siècle. Le domaine échut ensuite au comte Charles de Létourville de Guiry (Val d'Oise) de part son mariage avec une demoiselle d' Osmoy. C'est lui qui, en 1861, fit construire la partie centrale de l'actuel château pour 50 000 F, ses "économies de jeune homme", paraît-il.

Deux petites ailes un peu plus ornementées, dites à "la Viollet-Leduc", furent ajoutées vers 1890. Sur une de ces ailes, un bas-relief représente accolées les armes des de Létourville de Guiry et celle des Leboeuf d' Osmoy, "un boeuf passant la queue dressée en pal", pour les amateurs d'héraldique.

Marie-Charlotte de Létourville, la fille de Charles, ayant épousé le comte Rodolphe de Maistre, de Beaumesnil (près de Bernay, dans l' Eure), le domaine est passé à cette famille, propriétaire actuelle (pour peu de temps sans doute, le château étant aujourd'hui en vente).

Les de Maistre sont les descendants de Joseph, le célèbre écrivain et philosophe qui fut aussi, entre autre, ambassadeur du Royaume de Piémont-Sardaigne à Saint-Pétersbourg au début du XIX^e s. Le château de Beaumesnil, aujourd'hui Musée de la reliure, qui appartenait aux Laval-Montmorency, passa aux de Maistre par suite du mariage d'une fille de Joseph avec un Montmorency. Rodolphe dut s'en défaire en 1920 à la suite d'une déroute financière (les fameux emprunts russes).

Charles de Létourville fut maire de Saint-Martin, de même que son gendre, Rodolphe, et que son petit-fils Xavier de Maistre, fusillé par les allemands pour faits de résistance. Une place de Livarot porte son nom pour ce motif, la municipalité de Livarot ayant décidé dès le 22 novembre 1944 "de donner à la place Banaston le nom de Xavier de Maistre pour perpétuer le souvenir du Maire de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury qui fut le résistant par excellence dans le canton et qui tomba glorieusement pour la France le 13 novembre 1943".

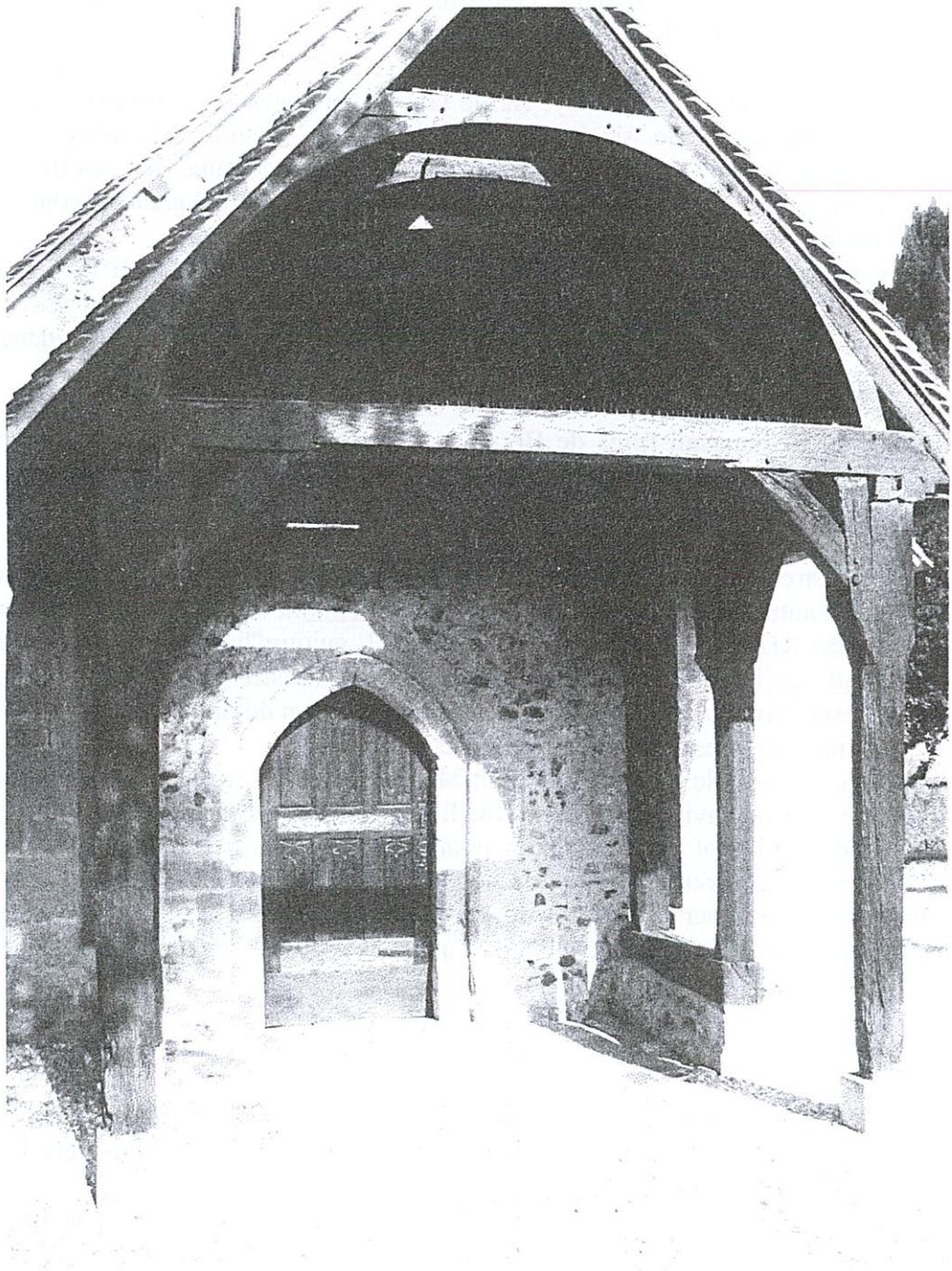
L'église :

Si je cite l'église en dernier, ce n'est pas pour la dévaloriser, mais au contraire parce que c'est sans conteste la pièce maîtresse du patrimoine de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury.

Au commencement, donc, il y avait deux églises, la Trinité et Saint-Martin, dont la gestion temporelle fut confiée à la fabrique de Saint-Michel-de-Livet après rattachement à cette paroisse. Vers 1830, l'église de la Trinité, qui avait le titre de chapelle rurale, était semble-t-il quasi ruinée et vide de son mobilier (on peut voir dans l'église de Saint-Michel une statue de la Trinité provenant de cette église). Pour boucler son budget, la

Porche de l'église de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury

Photographie : Paule et Thierry Bricon



Ange musicien 1520 détail du porche



La charité de saint Martin

Statue en pierre polychrome du XVIe s.

Photographie : Paule et Thierry Bricon



Conclusion

En guise de conclusion, j'aimerais faire une incursion dans l'actualité de la commune. En vous présentant l'église, je soulignais la nécessité de travaux à réaliser, certains très urgents car c'est la solidité même de l'édifice qui est en cause. La disparition d'une poutre maîtresse a occasionné une faiblesse dans la charpente au niveau du chœur (remplacée il y a longtemps par un simple tirant, le but étant de dégager la vue du retable). La fait n'est donc pas récent, mais à la longue, et les événements climatiques aidant, particulièrement la sécheresse de l'année passé, l'église, sauvée in extremis plusieurs fois déjà, menace ruine. Ce qui serait vraiment un grand dommage.

Aussi, pour aider la municipalité à financier des réparations qui coûtent évidemment cher malgré les subventions, une association pour la sauvegarde du patrimoine communal vient de se créer, Les Amis de Saint-Martin du Mesnil Oury. Avec les dons qu'elle espère et qu'elle a déjà commencé à récolter et l'aide non négligeable de la Fondation du Patrimoine avec laquelle elle vient de signer une convention, elle entend contribuer ainsi à transmettre aux générations suivantes un édifice en bon état et si possible restauré.

Serge Richer

La cour aux Grives et Le château de Mezeray

Le toponyme est poétique, dû, sans doute, plutôt au nom d'une famille (Lagrive ?) qu'aux oiseaux charpardeurs de cerises, le site qui domine la vallée de la Vie est superbe et les hôtes chaleureux.

Cette petite maison aux pans de bois verticaux semble installée sur ce lieu depuis le XVII^e siècle. Or elle n'a été édifée à Saint-Martin que depuis quelques années. Démontée avec soin, remontée à l'identique, elle perdure une tradition très ancienne qui voulait que les maisons à colombages pouvaient être, au Moyen-Age, facilement déplacées. Seules quelques pierres du solin (des roussins ou grès ferrugineux) indiquent que cette maison se trouvait autrefois dans la région de Vimoutiers.

De l'arrière de cette maison on peut apercevoir à, le château du Mézeray, ancienne propriété de la famille de Maistre.



La cour de la Vallée

Jack Maneuvrier

Photographie : Paule et Thierry Bricon

Cette grande maison édifée au fond d'une petite vallée devait être le centre d'une exploitation importante. Le chemin (la rade) pour y accéder est long et malaisé, mais le visiteur est récompensé de ses efforts quand il arrive dans la propriété. L'environnement est superbe et rien ne vient troubler la quiétude de ses habitants.

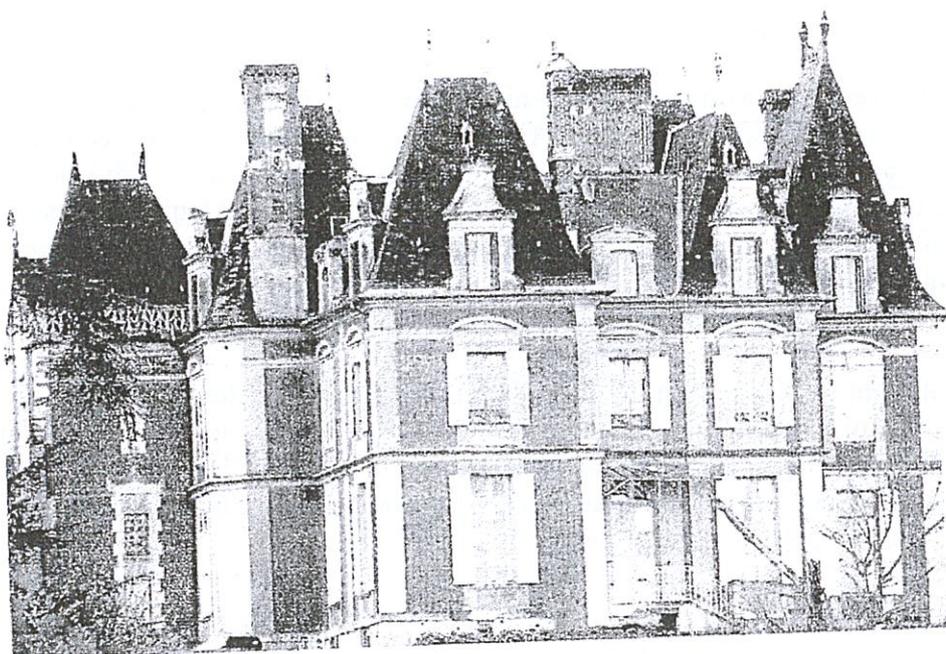
Primitivement cette maison se composait seulement des deux travées centrales qui correspondent au plan des maisons du XVI^e siècle¹ avec sa cheminée centrale, ses deux petites portes aux extrémités. Un petit escalier en colimaçon situé à côté de la cheminée renforce cette hypothèse. La façade de la maison a, vraisemblablement, subi quelques modifications au XVIII^e siècle. Elle a été agrandie des deux travées placées aux extrémités et quelques pans de bois ont été remplacés, en particulier les écharpes obliques de la partie centrale. Un toit à quatre pans percé de quatre lucarne recouvre l'ensemble.

Le grand bâtiment situé à proximité du logis renfermait aux siècles précédents un pressoir à longue étroite qui a déterminé le plan en L de la construction. Un tour composé d'une auge et de deux roues en granit, complétait le matériel nécessaire à la fabrication du cidre. Un vaste grenier couvrait le tout et permettait de stocker les pommes qui mûrissait lentement jusqu'au début de la pilaison qui commençait peu avant Noël.



Le Château de Mezeray

Au XVI^e siècle s'élevait à cet endroit un manoir seigneurial dit de Mezerai ou de Saint-Martin, propriété de la famille de Neuville. Ce manoir est remplacé au XIX^e siècle par cette élégante habitation construite par le comte de Létourville.



François-Xavier Comte de Maistre

Chevalier de la légion d'Honneur, croix de guerre avec palme.

Jean Tramblais

La mémoire du comte Xavier de Maistre a été évoqué lors de la très intéressante exposition organisée par la Société historique de Livarot au château de Lisle, cet été. (n.d.r.l.)

Le comte François Xavier de Maistre est né à Beaumesnil (Eure) le 29 août 1902. Il est l'époux de Chantal du Chastel de la Howarderie, chevalier de la légion d'honneur, croix de guerre avec palme. Bien que réformé à la suite de la grippe espagnole, il s'engage dans l'armée française en 1939.

« Mon père était extrêmement patriote¹ et, mon frère et moi, nous nous faisons beaucoup de souci lorsque nous apprîmes la défaite de 1940. Réfugiés dans la région de Bergerac, nous le rejoignîmes à bicyclette à Lectour où il était en garnison. Quand nous l'avons rejoint, à notre grand étonnement, il était souriant. Nous, nous étions gênés car nous n'osions aborder le problème de l'armistice. C'est alors qu'il nous dit : « J'ai entendu un général qui parlait depuis Londres et annonçait son refus d'accepter l'armistice ».

Rentrés d'exode avec notre mère et notre grand-mère, nous retrouvons le château occupé par un état-major allemand, commandé par le major von Bulow qui parlait parfaitement français. Quelque temps après, mon père démobilisé, en août 1940, revient à Saint-Martin-du-Mesnil-Oury. Il rentre au château où il se trouve face au major qui lui tend la main. Mon père se met, alors, au garde-à-vous, salue le major et dit : « vous comprendrez que je ne puisse vous serrer la main, portant l'uniforme militaire français. »

Mon père échoua dans les deux tentatives qu'il fit pour gagner l'Espagne et atteindre Londres et, comme nous nous réjouissions de son retour, il nous répondit : « ce que je vais faire à présent sera plus dangereux que ce que j'aurais pu faire à Londres.

Il entre alors dans la Résistance et se met aux ordres du général Patrice de Bellaigues. Dans un premier temps, il s'occupe d'accompagner à Paris les pilotes anglais tombés en Normandie.

¹ Renseignements fournis par M. Antoine de Maistre.

Nommé maire de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury par l'administration de Vichy, il fabrique de fausses cartes d'identité pour permettre à des jeunes d'éviter le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.). François-Xavier de Maistre est membre du réseau Jean-Marie Buckmaster². Le comte a pour mission de renseigner les alliés sur les ouvrages allemands de la côte normande.

L'Allemagne autorisant le retour de prisonniers pères de famille, il crée de faux livrets de famille pour permettre un maximum de retours. Il accueille et cache des jeunes enfants juifs dans son château de Saint-Martin.

Il est arrêté à Lisieux le 5 octobre 1943 avec six de ses compagnons et son fils. Ce dernier est libéré quinze jours plus tard.

François-Xavier de Maistre est fusillé avec cinq de ses camarades au stand du Madrillet à Rouen le 13 novembre 1943.

Jean Tramblais

² Ce réseau relève de la section française du SOE (Special Opération Executive) commandée par le Colonel Maurice Buckmaster, le SOE est une organisation née en 1932 à l'initiative de Winston Churchill.

Projets de voies ferrées

dans le canton de Saint-Pierre-sur-Dives

Henri Paumier

Sous la Monarchie de Juillet, entre 1834 et 1846, la France connaît une expansion économique que l'on peut considérer comme la phase de démarrage de la révolution industrielle.

Les moyens de transport se développent, c'est le début de la construction des chemins de fer. Comme l'état, en 1837, refuse d'assumer seul le financement de ce nouveau moyen de transport, les investisseurs privés ne s'y intéressent qu'après le vote de la loi du 11 Juin 1842. Les conditions de construction des grandes lignes sont alors concédées à des compagnies constituées en sociétés anonymes, tandis que l'état se charge de l'expropriation des terrains nécessaires et des travaux d'infrastructure. De plus, il donne des indications sur les grands itinéraires du réseau sans toutefois fournir des précisions sur ceux devant aboutir sur le littoral de la Manche « qui seront ultérieurement déterminés ».

Bien que la construction d'une ligne Paris à Cherbourg passant par Lisieux et Caen soit envisagée et ce malgré la disposition du terrain qui est de nature à présenter les plus grandes difficultés, toutes les vallées encaissées de la région sont à couper perpendiculairement; les Conseillers généraux de l'Orne et du Calvados ont le projet de raccorder Caen avec le début de la construction de la ligne de Paris à Rennes. Une première tranche de travaux étant décidée par le gouvernement jusqu'à Chartres, pour la suite deux projets sont à l'étude: l'un par Alençon, l'autre par le Mans. Sans savoir lequel des deux sera fait une étude est diligentée. Son résultat est publié à Caen le 12 Mars 1845 sous le titre:

Projet du chemin de fer de Paris à Caen, embranchement sur la ligne Ouest ou de Rennes.
Rapport à l'appui du projet de la partie à ouvrir sur le département du Calvados.

Le tracé sera dirigé sur Argentan par la vallée de l'Orne, qui, dans cette partie, est fort belle et bordée de coteaux calcaires, dont la pente est très douce. Il remontera ensuite par la vallée de l'Houay, viendra couper le faîte qui sépare les versants de l'Orne de ceux de la Dives, dans une dépression très remarquable, qui se trouve à Brévaux, sur la route royale n° 158 de Caen à Tours, et entrera sur le territoire du département du Calvados, entre les villages de Nécý et de Brioux.

La ligne de faîte, qui sépare le bassin de l'Orne de celui de la Dives, sera franchie au moyen d'une tranchée d'environ 11 mètres de profondeur, faite sous le village de Clinchamps. Ce passage n'aura que peu de longueur, parce que le terrain éprouve de suite une dépression générale du côté de la Dives. Le tracé s'engage ensuite dans les petits vallons, qui se détachent de la ligne de faîte et les traverse près de leur naissance; il contourne plusieurs croupes assez prononcées, se soutient avec la pente la plus appropriée au terrain le long du versant de la Dives, et vient aboutir au pied des monts d'Eraines, un peu à l'amont de Damblainville; il passe dans ce parcours près de Nécý, les Vignats, Pertheville, Fresney-la-Mère et Villy. Dans cette partie, l'on a été obligé d'admettre une pente de 0,009 par mètre; la déclivité générale du terrain est trop grande pour que l'on puisse descendre avec une pente plus douce, ou bien il eût fallu faire des travaux de terrassements plus considérables et allonger un peu le parcours de la ligne, et l'on a cherché, avant tout, l'économie et le minimum de longueur.

La position particulière de la localité, dans laquelle cette pente sera établie, en diminue pour ainsi dire les inconvénients. Il y aura nécessairement au pied de la rampe une station pour Falaise.

Là, viendront se rendre les marchandises et les voyageurs de Vire et de Condé et de toute cette contrée industrielle et commerçante. Les convois devront donc s'y arrêter, et il sera dès lors facile d'ajouter une machine de renfort pour les convois pesants. Dans un temps peu éloigné, un embranchement sera indubitablement poussé jusqu'à Falaise, parallèlement à la petite rivière d'Ante.

Cette ville formera l'entrepôt des marchandises qui viendront de Condé, de Vire, de Domfront etc., pour prendre le chemin, ou qui y seraient destinées; l'importance qu'elle a par elle-même, jointe à celle qu'elle acquerra par tous les produits qui s'y rendront, suffira pour motiver l'exécution de cet embranchement et rendre l'entreprise profitable; Dès lors les locomotives qui desserviraient cet embranchement, pourraient en même temps servir de machines de renfort pour franchir la pente de 9 millimètres.

A partir de Damblainville, où serait placée la station de Falaise, le tracé suit le pied des monts d'Eraines et arrive dans la vallée de la Dives, qu'il descend jusqu'à la hauteur de Saint Pierre sur Dives; il quitte ensuite cette vallée pour se porter directement sur Caen, en passant par Percy, Canon, Airan, Bellengreville, Frénouville et Cormelles.

Dans toute cette partie, l'exécution du chemin ne présente aucune difficulté, ni aucun ouvrage considérable. On suit d'abord la vallée de la Dives, qui est large et bordée de coteaux, dont la pente très-douce permet de tenir le tracé à la hauteur que l'on peut désirer; l'on entre ensuite dans la plaine de Caen, dont la surface est peu accidentée. Les déblais ou les remblais que l'on aura à faire pour l'établissement de la voie de fer, n'auront que fort rarement plus de 3 à 4 mètres de hauteur, et encore sur de faibles longueurs sur la plus grande partie du parcours; on s'écartera fort peu du terrain naturel.

La ville de Falaise, laissée de côté par ce projet, avait pourtant proposé un autre tracé, avec 500.000 francs s'il était réalisé. La direction de cette ligne qui partant de la prairie de Caen, suivrait le cours de l'Orne jusqu'au confluent de la Laize, remonterait ensuite la vallée de cette dernière rivière, jusqu'aux environs de Leffard, puis de Noron-l'Abbaye se dirigerait vers Falaise dont elle traverserait le territoire entre la ville et les Fontaines de Crécy; enfin longeant les bruyères de Saint André sur le versant de Neuvy-au-Houlme, elle rejoindrait la vallée de l'Orne par laquelle tous les projets s'accordaient pour construire la ligne Caen-Alençon. C'était là, la direction la plus sensée et le tracé était parfaitement réalisable.

Mais hélas! On contrariait de hautes influences. Guizot pour satisfaire ses électeurs de Saint Pierre sur Dives, Mézidon et Lisieux, conseilla au Président Soult, de proposer à la Commission des travaux publics de son gouvernement un projet de loi qui se résume ainsi:

« Il sera établi un chemin de fer allant de Paris à Cherbourg par Bernay et Caen, avec embranchement partant de Rouen pour s'y rattacher et un chemin transversal de Caen à la Loire par Alençon et Le Mans ». Ce projet ne fut voté que l'année suivante, le 21 juin 1846.

A cause de la crise financière et économique qui sévit à la fin de la Monarchie de Juillet et au cours de la Seconde République, la concession du Paris Cherbourg et de Mézidon Alençon ne sera faite qu'en Juillet 1852.

A la fin de l'année 1855, ouverture de la ligne Lisieux à Caen. Il faut attendre 1859 pour avoir la liaison de Mézidon à Argentan et un premier chef de gare à Saint Pierre sur Dives.

Projet d'une ligne de chemin de fer d'intérêt local Saint Pierre sur Dives- Livarot- Orbec.

Le Conseil Général du Calvados, le 26 Août 1864 votait une délibération admettant le principe de l'établissement, dans le département, d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local à faire exécuter par des compagnies concessionnaires.

Ces nouveaux chemins de fer sont appelés à pénétrer au cœur même des populations à aller chercher les produits au lieu même de la production, mais aussi doivent-ils, pour rendre des services réels, être construits et administrés d'une manière toute nouvelle et, avant tout, très économique.

La délibération propose plus d'une dizaine de lignes à construire. Celle de Saint Pierre sur Dives- Livarot- Orbec y figure: son tracé ne semble pas avoir été l'objet d'aucune étude.

Projet d'établissement de tramway de Trun à Saint Pierre sur Dives.

Mairie d'Ammeville, le 21 Août 1904, du matin, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire. Mr le Maire expose à ses Conseillers que le Conseil Général de l'Orne vient de concéder à Mr Henri Laval, ingénieur à Paris, la concession d'une ligne de tramway à voie de 1 mètre, partant de Lalacelle et aboutissant à Trun avec prolongement éventuel (non concédé) à Vimoutiers par Camembert et sur le Haras du Pin par Chambois. Qu'il se présente alors, une occasion unique de relier Trun à Saint Pierre sur Dives, tout en favorisant l'accès des foires importantes du département de l'Orne et de l'établissement du Haras du Pin et en dirigeant sur la ligne du Mans à Mézidon une grande partie du trafic de l'Orne.

- Considérant que le chemin de fer de Caen au Mans ne traverse que la commune de Saint Pierre sur Dives, il faut parcourir plusieurs communes, 12 à 15 km, et que le pays essentiellement agricole gagnerait beaucoup à l'établissement d'un tramway, et en multipliant les gares, de manière à réduire autant que possible les transports par chevaux.

- Considérant que l'intérêt bien entendu de Trun et Saint Pierre sur Dives commande à ces deux centres qui ont des marchés importants de favoriser l'exécution du tramway dont il s'agit, ce qui paraît assuré par les promesses personnelles, sinon officielles des deux municipalités.

- Considérant que le concessionnaire des lignes de l'Orne accepte d'étudier la question du tramway de Trun à Saint Pierre sur Dives et d'en demander la concession, s'il y trouve un bénéfice certain, ce qui ne peut être douteux dans la circonstance.

- Considérant que pour fixer approximativement le chiffre des dépenses et le montant du trafic probable, il y a lieu d'établir un avant-projet en laissant à l'administration le soin d'arrêter les principaux points de passage, mais qu'à titre de simple renseignement, et d'après la connaissance des lieux et les besoins de la population, on pourrait comme il suit:

Dans l'Orne: Trun. Dans le Calvados arrondissement de Falaise: Crocy au hameau de Vitreuil, Le Marais la Chapelle et les Moutiers en Auge. Dans l'arrondissement de Lisieux: Ammeville, Grandmesnil, Notre Dame de Fresnay, Saint Martin de Fresnay, Ecots, Berville et Saint Pierre sur Dives. Le parcours serait d'environ 30 km dont 24 dans le Calvados.

- Considérant que les frais d'un avant-projet qui serait d'environ 100 francs par km, soit en tout 2.400 francs pourraient être pris en compte par les communes qui auraient à fournir cette

somme immédiatement, afin de commencer les études en même temps sur l'Orne et proportionnellement à la longueur kilométrique.

- Le Conseil Municipal après avoir entendu et discuté l'exposé ci-dessus et après avoir délibéré, décide à l'unanimité de demander la construction d'un tramway de Trun à Saint Pierre sur Dives par Ammeville. Demande humblement de bien vouloir solliciter le concours des communes pour le vote de la dépense nécessaire à l'établissement de l'avant-projet et prend l'engagement de fournir, aussitôt que la demande lui en sera faite, sa part dans les dépenses du dit avant-projet à raison de 100 francs par km.

- Le Conseil demande, que le Département de l'Orne soit prié de faire préparer l'avant-projet concernant son territoire...

La réponse de Mr le Sous-Préfet de Lisieux est favorable. Il demande aux Maires des communes concernées de réunir leurs Conseillers municipaux pour examiner cette demande. La réponse est à rendre le plus tôt possible en l'accompagnant de deux copies de la délibération prise.

Les jours, les mois passent, un an puis deux, les municipalités de Crocy et de Marais la Chapelle, refusent toute participation à l'étude. Le trajet initial est modifié et passe par Louvières en Auge et Montreuil la Cambe dans l'Orne.

Sur 9 communes traversées dans le Calvados, 5 se sont engagées à voter des contingents.

Le montant de ces contingents n'atteint, au total, que 32.682 francs, alors que le contingent global demandé aux 9 communes, à raison de 2.500 francs par km, devrait atteindre 49.182 francs. La somme à recouvrer resterait donc de 16.500 francs, égale au tiers environ du contingent global demandé aux communes intéressées.

Dans ces conditions, le Conseil Général du Calvados, lors de sa séance du 20 août 1907 se voit dans l'obligation d'ajourner l'étude du projet.

Si ce projet de ligne de tramway de Saint Pierre sur Dives n'eut pas de suite, celui de Trun à Argentan aboutit à un résultat, bien qu'en 1908, aucun travail n'avait été exécuté car Mr Laval était un homme peu scrupuleux. La concession lui fut retirée, puis confiée à Mr Fouché qui était l'un des principaux actionnaires des « Tramways de la Sarthe ».

En 1911 pour aplanir tous les problèmes juridiques la « Compagnie des voies ferrées économiques de l'Orne » fut instituée et la ligne Carrouges- Trun a pu être faite. La section d'Argentan- Trun fut ouverte le 17 Avril 1913 et jusqu'en 1934 son exploitation était intégrale, ensuite c'est le transport automobile qui prendra la relève. En 1941 la ligne fut déclassée.

Documents consultés:

Archives Départementale du Calvados: S 2506 et BH_BR_18481.

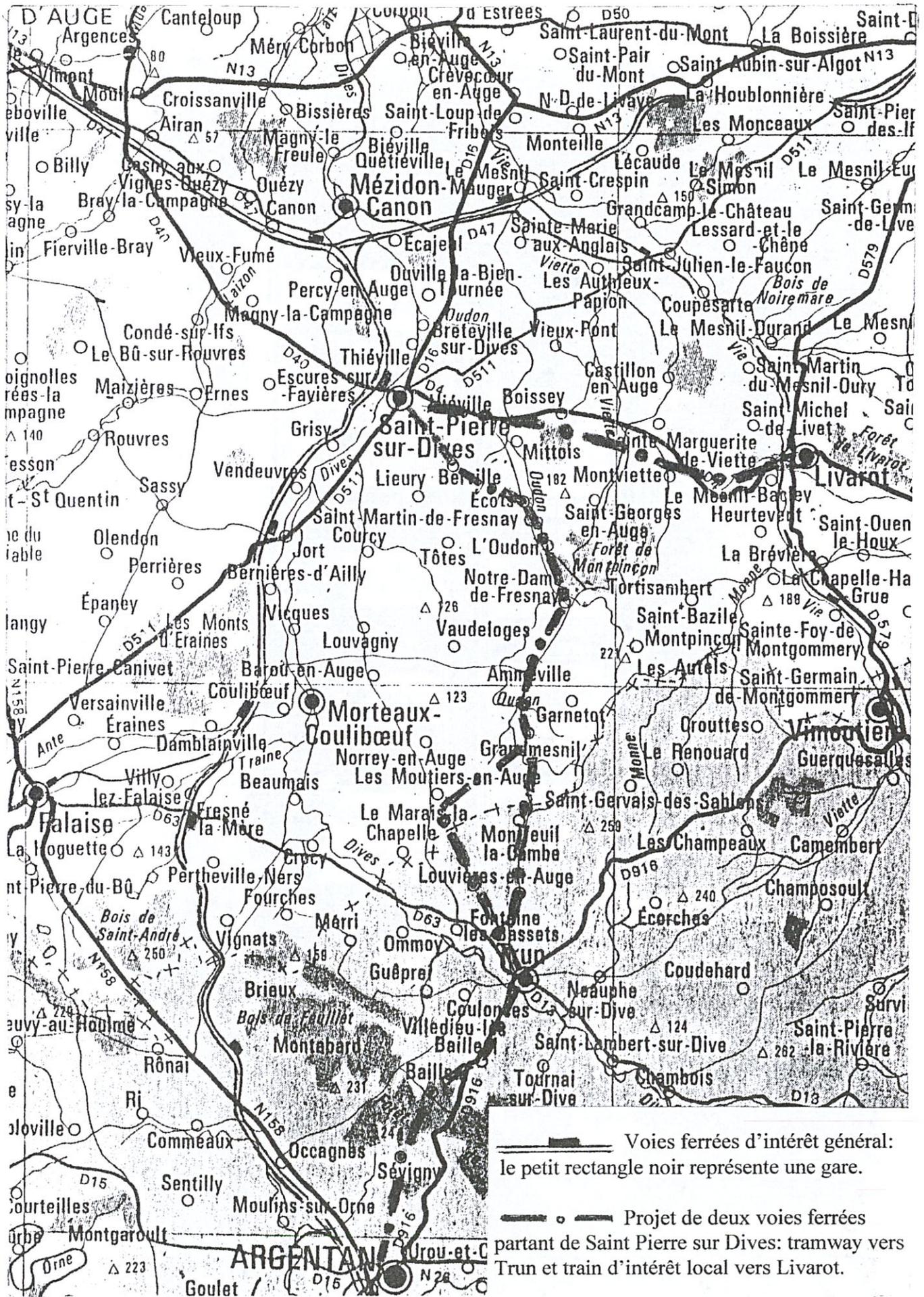
Le Mois à Caen n° 94 Avril 1971: E. Colin; Comment fut créée la ligne du Chemin de fer Paris- Caen- Cherbourg.

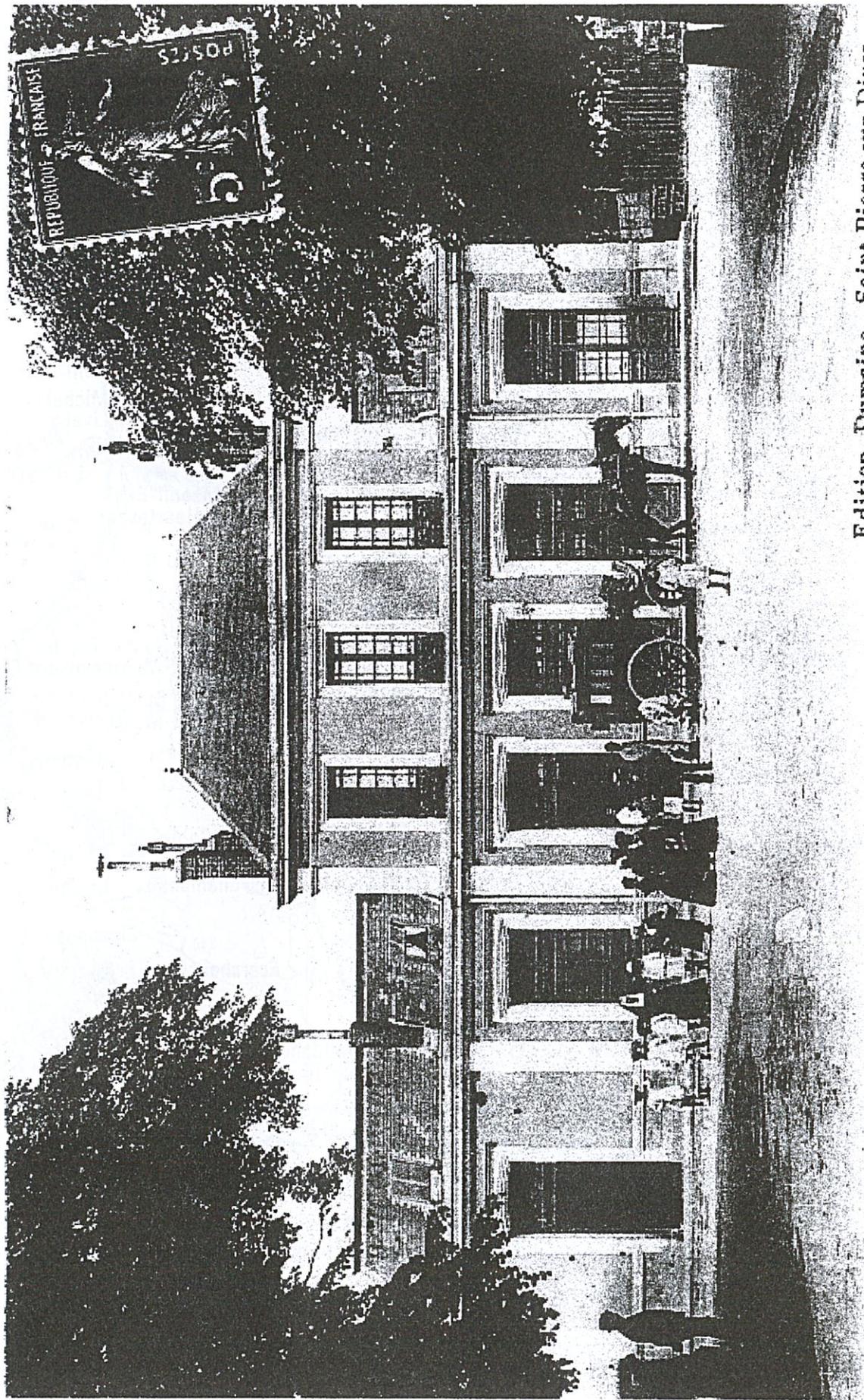
H.T.P. n° 24, Déc.1988: S. et H. Paumier: Le tramway n'a jamais sifflé à Ammeville...

Alain de Dieuleveult avec la collaboration d'Anne- Sophie Blin: Calvados des petits trains.

Le Pays d'Argentan n° 30, Juin 1997: Revue trimestrielle d'histoire locale- Le tramway Trun- Argentan- Carrouges- Articles de Mrs Bizet, Huet des Aunay, Carré, Morel et Lalizel.

Henri PAUMIER: Compte rendu de l'exposé du 15 Aout 2004 pour la Journée de l'Archéologie et des Traditions Populaires au Foyer Rural Le Billot 14170 l'Oudon.





43— SAINT-PIERRE-SUR-DIVES (Calvados). La Gare. ND Phot. Edition Dumaine, Saint-Pierre-sur-Dives.

L'activité commerciale du Billot et du Canton.

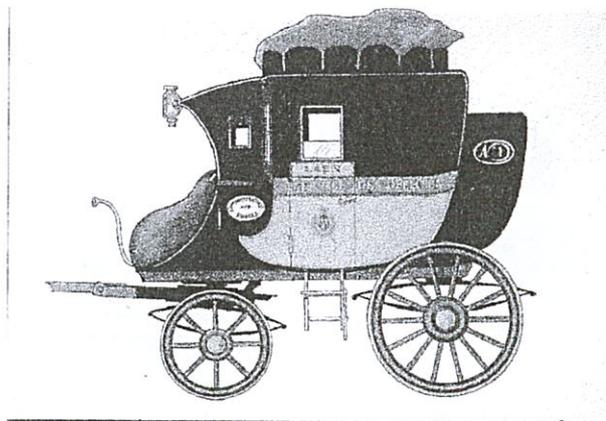
Daniel Lalizel

Situé sur la commune de MONTPINCON, le Billot a bénéficié des liaisons terrestres pour son développement au même titre que tout le canton de Saint Pierre sur Dives.

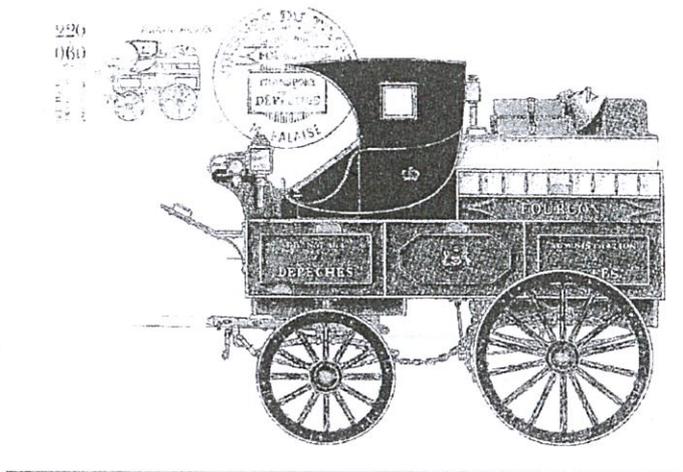
Tournée principalement vers l'agriculture et ses dérivés, l'activité commerciale du Billot se résumait aux produits laitiers et cidricoles.

Retour sur les communications terrestres.

Le Pays d'Auge, en général et, pour ce qui nous concerne, le secteur SAINT-PIERRE SUR DIVES - LIVAROT et VIMOUTIERS, n'est que partiellement desservi par les diligences et autres fourgons de la Poste aux chevaux.



Le transport se fait alors par fourgons à chevaux.



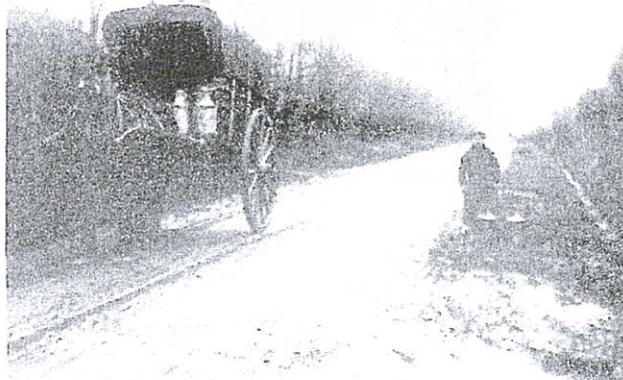
A cette époque, ils mettent 4 jours pour rallier Caen à Paris !!! Les diligences ne mettent qu'une ou deux journées en général ...

Comme dans toutes les communes limitrophes, les fermiers du Billot vendaient leur lait aux fromageries dites « industrielles » du canton. Toutefois ils fabriquaient aussi leurs propres fromages.

La fabrication du camembert, du Livarot et du Pont l'Evêque ayant fait l'objet de l'exposition de 1974, je vais évoquer l'expansion commerciale au travers des moyens de communication du début du 20^{ème} siècle...

Il va de soit que, jusqu'en 1850, le commerce du fromage et autres produits laitiers, reste très localisé.

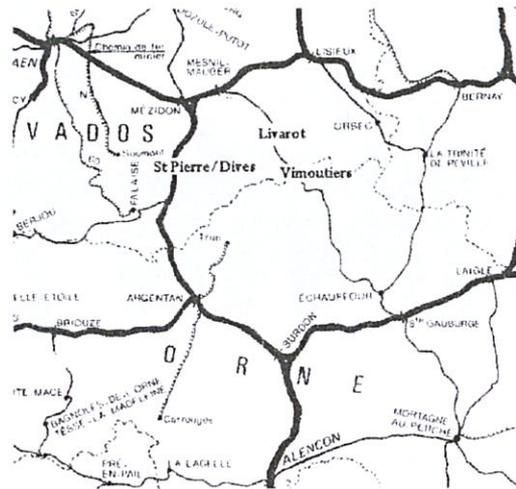
Toutefois, un certain Mr FROMAGE, Pierre, natif de MONTPINCON, s'est installé dans le Perche, auprès de Bellême, il apporte le lait à bras puis avec un âne, il vend alors ses produits sur les marchés de Bellême, Rémalard et Nogent.



Il expédie ses fromages à la cour de LOUIS XVIII. Dès 1820, il crée un dépôt à Paris. Il faudra attendre 1881 pour bénéficier du chemin de fer.

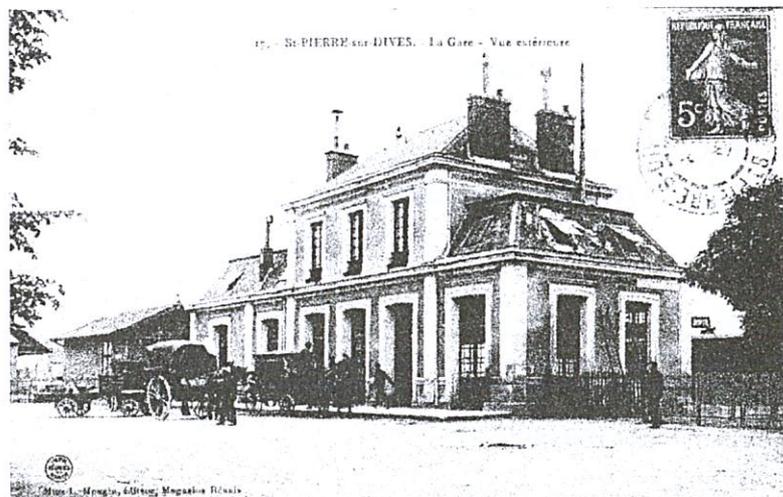
Victor Paynel, petit fils de Marie Harel aurait remis un camembert à Napoléon III, en gare de Surdon. Celui-ci se rendait aux courses du Pin au Haras, ce geste lui aurait ainsi ouvert le marché Parisien !!! Qu'importe la véracité de l'anecdote, elle révèle les liens entre le Camembert et le réseau ferré !!!

L'avènement du Chemin de fer.



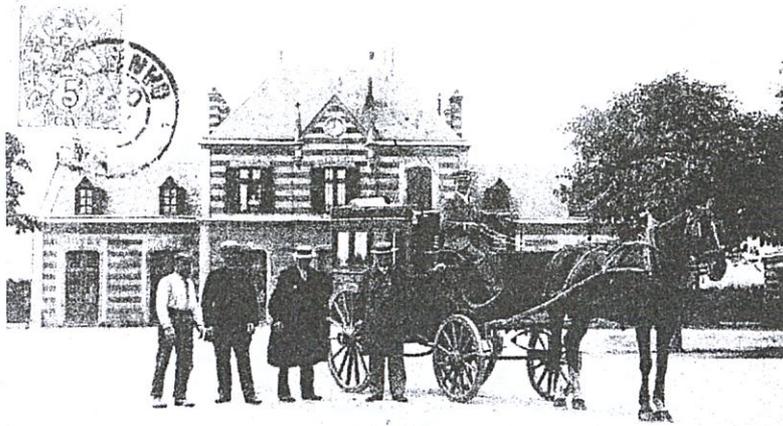
Nous pouvons constater sur ce plan que le Pays d'Auge s'est trouvé désenclavé avec la construction du chemin de Fer.

Les ouvertures de ligne de Chemins de Fer de Caen au Mans en février 1859, desservant Saint Pierre sur Dives et du Mesnil-Mauger à Sainte Gauburge, ouverte en totalité le 30 décembre 1881, desservant Livarot, Sainte Foy de Montgommery et Vimoutiers, ont permis un brassage des populations mais surtout un essor de l'exportation des produits finis.



Service voyageurs :

La fréquence des relations express et omnibus de ces lignes était complétée par la mise en service de voiture à chevaux afin de desservir les bourgs et lieux dits du canton.



Les gares de la ligne Mesnil Mauger sont desservies en 1904 par 5 allers et retours.

229-C		SAINTE-GAUBURGE ↔ MESNIL-MAUGER									
DEST.	ALLER	1437	1435	1443	1465	1441	RETOUR	1448	1460	1446	1438
		TL	TL	TL	MV	TL		TL	MV	TL	TL
		1922 J	1922 J	1922 J	1922 J	1922 J		1922 J	1922 J	1922 J	1922 J
0	St-GAUBURGE... ^X dep	8 33	11	..	..	21 10	MESNIL-MAUGER... dep	6 53	12 14	13 44	17 40
4	ECHAUFFOUR... ^X dep	8 42	11 8	..	..	21 18	ST-JULIEN-LE-FAUCON	7 1	12 24	13 52	17 48
12	CISAI-ST-AUBIN... dep	8 43	11 9	..	..	21 19	MESNIL-DURAND (h.)	7 8	12 34	13 58	17 55
17	GACÉ... dep	9	11 19	..	..	21 29	LIVAROT... dep	7 16	12 52	14 5	18 1
27	MARDILLY (halte) ...	9 8	11 26	..	..	21 38	STE-FOY-D-MORT-OMMERY (h.)	7 25	13 3	14 14	18 10
30	NEUVILLE-S.-TOUQUES (halte)	9 24	11 40	..	..	21 52	VIMOUTIERS... ^X dep	7 31	13 11	14 20	18 16
39	TICHEVILLE-LE-SAP... ^X dep	9 33	11 47	..	..	21 58	TICHEVILLE-LE-SAP... ^X dep	8 13	..	14 29	18 58
42	VIMOUTIERS... ^X dep	9 44	11 57	..	..	22 9	NEUVILLE-S.-TOUQUES (halte)	8 26	..	14 43	19 15
48	STE-FOY-D-MONTGOMERY (h.)	5 49	10 55	12 23	14 51	22 15	MARDILLY (halte) ...	8 31	..	14 48	19 20
52	LIVAROT... ^X dep	5 54	11	12 29	14 57	22 20	GACÉ... ^X dep	8 38	..	14 55	19 27
57	MESNIL-DURAND (h.)	6 2	11 9	12 43	15 19	22 35	CISAI-ST-AUBIN... ^X dep	8 46	..	15 9	19 38
63	ST-JULIEN-LE-FAUCON	6 8	11 15	12 49	15 25	22 40	ECHAUFFOUR... ^X dep	8 57	..	15 19	19 46
	MESNIL-MAUGER... ^X dep	6 16	11 23	12 58	15 35	22 48	St-GAUBURGE... ^X dep	9 9	..	15 31	19 58
		6 23	11 30	13 6	15 45	22 56		9 10	..	15 32	19 58
								9 16	..	15 38	20 5

Il faut environ 2 heures pour rejoindre Mesnil Mauger à partir de Livarot.

Avant 1914 il n'y a plus que 4 omnibus, réduits à 2 mouvements entre 1914 et 1918 en raison des restrictions de trafic.

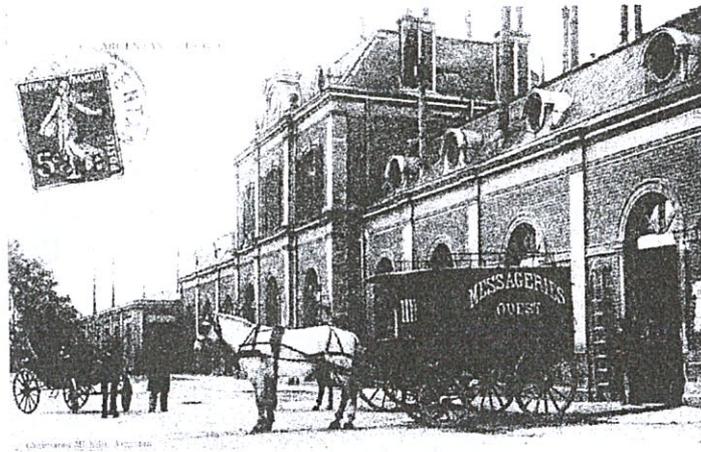
Service marchandises :

La plupart des gares sont équipées pour recevoir et stocker des wagons.

Elles disposent, en général, d'une ou deux voies d'évitement, un parc surélevé pour l'embarquement des bestiaux, une bascule intégrée à la voie et quelques fois une grue de chargement.

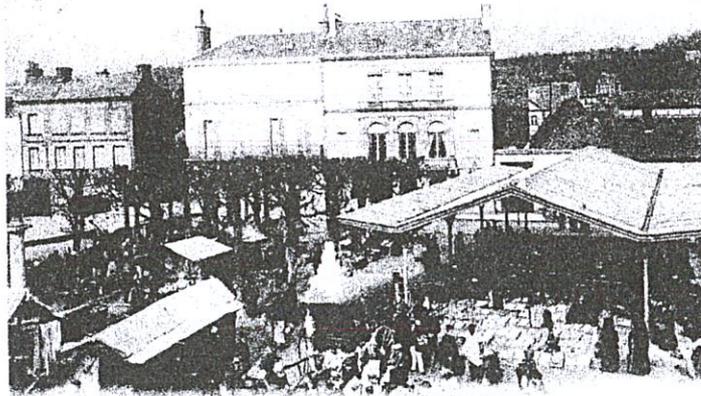
Le trafic des gares citées repose en terme d'expéditions sur les fromages.

Le transport des marchandises, entre les gares et les bourgs environnants, se fait alors par fourgon.



Les denrées périssables bénéficient d'un régime accéléré spécial et d'une livraison prioritaire.

Les Marchés du beurre et des fromages.



Vimoutiers. Le marché aux fromages et aux légumes

Vimoutiers : dans les bonnes années, il se négocie 1 320 000 fromages sur le marché du lundi

Saint Pierre sur Dives : on relève 798 000

Au marché de Lisieux : 138 000

et sur le **marché de Livarot** près de 2 500 000 fromages

Ce qui facilitera aussi le transports des fromages, c'est la mise au point et la généralisation des boîtes en bois, invention due à l'ingénieur **RIDEL** en 1890.

Dès **1882**, le Pays d'Auge est bien desservi par le chemin de fer. Un réseau de voituriers couvrait le Pays d'Auge vers toutes les gares y compris Argentan.

Les expéditions se font au départ des gares de Mézidon, Saint Pierre sur Dives, Mesnil Mauger, Lisieux ...

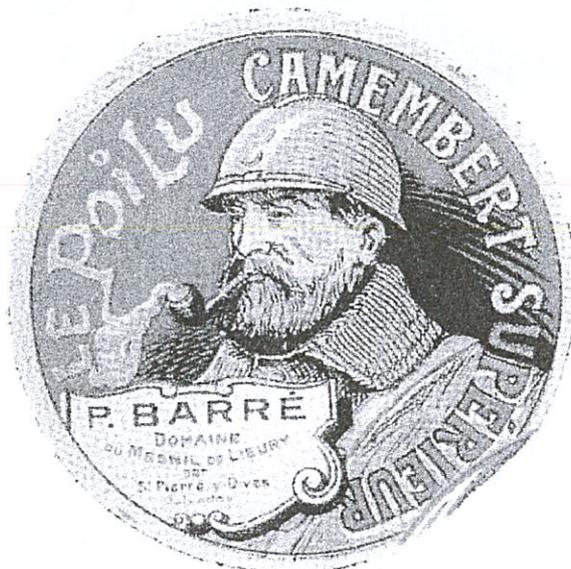
Pour information : en **1874**, la gare de **Saint Pierre sur Dives** a expédié **56 000 caisses** de fromages ce qui représente **1504 tonnes** de marchandises. Seul le Camembert est expédié, le beurre et le Livarot sont vendus sur les marchés. Déposées avant **18h**, les marchandises arrivent à **Paris vers 2 h** du matin.

Les principaux marchés pour le fromage sont situés dans le Calvados puis dans les grandes villes situées sur les lignes de chemins de fer de Paris à Orléans ; Paris à Nantes , puis vers Le Mans, Tours, Laval, Rennes.

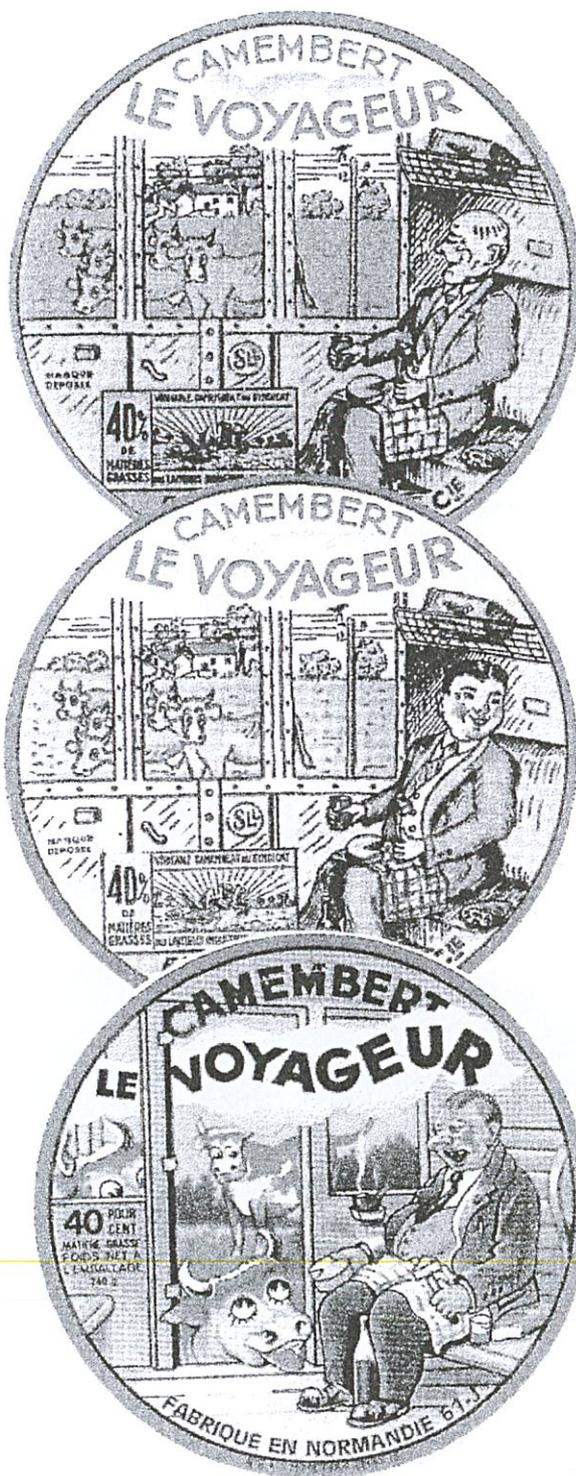
Les **halles de Paris** jouent un rôle important pour la diffusion des fromages, en **1896**, le **marché de gros** a lieu tous les jours sauf le dimanche.

Les fromagers créent des **Maisons de commissions** à Paris, les approvisionnements arrivaient tôt le matin. Le service commercial terminé, les règlements se faisaient le lendemain de la vente.

Certains fromagers se sont vu attribué la fourniture aux armées, les « Poilus de 14 » avaient leur camembert.



Pour l'anecdote, le camembert puise l'illustration également auprès des Chemins de Fer.



Autre tentative : l'avion, pour NOEL 1930, la Fromagerie Lepetit envoie quelques caisses par avion vers le Bourget !!!

Le "Camembert" a été découvert et fabriqué à l'époque de la Révolution par une fermière de Camembert (Orne), nommée Marie FONTAINE femme HAREL.

Les premiers Camemberts furent vendus au marché d'Argentan avec plein succès.

Quatre-vingts ans après, de nombreuses fromageries s'élevèrent dans le pays d'Auge. La production s'intensifia rapidement.

C'est alors qu'apparût la Maison LEPETIT.



Le biplan de la Fromagerie Lepetit en route vers le Bourget pour Noël 1930.

Quand la sucrerie Bouchon faisait vivre toute une région¹.

Yves Robert

Bouchon ? Un nom oublié, sauf par les pêcheurs. Il fut pourtant longtemps synonyme de puissance, de travail, d'avenir pour tout le secteur agricole de Beaumont-le-Roger et du Plateau du Neubourg. Et le filon se prolongea pour bien des générations avant que le sucre, touché par la crise des années 90, ne périclité à son tour.

Tout commence en 1887, quand un ingénieur rouennais, Emile Cartier fonde la sucrerie. Quinze ans plus tard, Albert Bouchon, fabricant de sucre à Nogent-sur-Seine, débarque en Normandie, à Nassandres.

Le père Bouchon, un physique, un personnage, une nature, des idées, de l'ambition. "Un type épatant, extraordinaire pour l'époque, en un mot un crack", dira, admiratif, l'un de ses petits-fils, Antoine, le dernier de la lignée, rencontré en 1988, à l'occasion du 20ème anniversaire de la générale sucrière.

Une grande fête marqua l'événement au Zénith de Paris. Michel Platini avait été envisagé côté sportif et l'on dû se contenter de Michel Hidalgo.

Mais revenons aux origines. A l'arrivée d'Albert Bouchon, les planteurs du cru, gens possessifs, avaient accumulé les procès contre son prédécesseur. Le nouveau patron rassembla l'ensemble des documents et ordonna :

"Portez donc tout ça à la chaudière. Je ne veux plus jamais entendre parler procès !".

La réputation du bonhomme était faite, sa puissance ne cessa de s'affirmer, lui valant des concessions exceptionnelles.

A Serquigny, on faisant attendre le train pour lui. Ses chevaux devaient le mener à la gare en dix minutes. Pas une de plus. Le régime coûta même la vie à une superbe jument dont le coeur lâcha sous l'effort.

On assure aussi qu'à son arrivée à Paris, Albert Bouchon était attendu sur le quai par son valet de chambre, porteur d'un haut-de-forme, indispensable à son maître pour se rendre à la Bourse du Commerce.

¹ Communication donnée à l'occasion de la journée du 15 août au Foyer.

Les raffineurs de l'époque étaient des gens puissants et organisés. Albert Bouchon, pour les contrer, décida de faire son sucre lui-même. Du jamais vu. Il fonda une exploitation agricole pour développer la culture de la betterave à sucre. Puis il monta, avec le même bonheur, sa propre raffinerie, imposant sa marque en France et à l'étranger.

Incontestablement, le bonhomme était à l'avant garde du progrès. Il voyageait beaucoup pour l'époque, visitant l'Allemagne, l'Angleterre et la Tchécoslovaquie.

A Nassandres, la terre est travaillée à la vapeur, avec une charrue à six socles. En 1910, le fondateur associe sa descendance à son oeuvre: la société Albert Bouchon et ses fils devient réalité. Attention, les fistons ont de qui tenir.

L'aîné, Jacques, ingénieur, sorti de Grignon est chargé des relations avec les planteurs, Henri, polytechnicien, s'occupe de la fabrication et Marcel, le cadet, ingénieur également, anime le secteur commercial.

Le sucre normand se vend partout: à Limoges, à Bayonne, à l'étranger, mais pas à Paris. Chacun détient son monopole.

Pour le région, Bouchon c'est énorme: 150 emplois sur les fermes réparties sur le secteur et une centaine de femmes à la "Casserie" où les lingots sont brisés avant que le sucre ne soit conditionné en morceaux.

Un ancien cadre, Pierre Bouttier se souvenait:

"Ici c'était comme chez Michelin à Clermont, on y travaillait de père en fils. Avant guerre, c'était la seule entreprise du secteur. Mais les patrons ne gâchaient pas. J'ai été embauché un 15 février. On m'a dit: "Vous viendrez le ... 13, ça fera un demi-mois".

L'usine s'étale partout, les champs, les cités. Il y avait une école Albert Marguerite, baptisée du prénom du créateur et de celui de sa femme, un centre d'apprentissage, un dispensaire. C'est Nassandres qui connut les premières consultations de nourrissons, les bébés recevaient des layettes.

C'était une autre époque, des patrons exigeants mais proches du personnel, un paternalisme bon enfant, difficile à imaginer aujourd'hui. Il y avait aussi un attachement à l'entreprise, un état d'esprit.

Lors d'une remise de médaille, Antoine Bouchon, petit-fils du fondateur, retour des Etats-Unis, fut heureux de révéler :

"Là-bas, on travaille avec FORD et non chez FORD".

Tout était dans la nuance.

Fin 1939, l'usine comptait plus de 600 personnes. Un an plus tard, Bouchon rachète la sucrerie de Courseulles, construite en 1916, par un Belge, en bordure de mer. A l'époque, Nassandres travaille 1 150 tonnes de betteraves par jour. Albert, lui, avait débuté à cent tonnes.

En 1951, construction d'une sucrerie à Cagny, puis annexion de celle de Montereau.

La "Générale Sucrière" elle, est née en 1968.

Elle rassemblait la fusion des sucreries et raffineries Bouchon et Pajot, de la Société Industrielle des Raffineries de Saint Louis et de la Compagnie Nouvelle des Sucreries Réunies.

Les affaires ne sont plus à la taille d'une famille. Jusqu'en 1951, Nassandres a traité la totalité de la récolte du Calvados, puis elle fut acheminée vers Cagny.

Les anciens se souviennent aussi d'un funiculaire qui déversait les betteraves du plateau du Neubourg dans ...la cour de l'usine. Bombardé en 1944, il fut remplacé par des wagonnets placés sur des câbles, puis jusqu'aux années soixante, sur un tapis roulant. L'engin a donné bien des frayeurs.

Pierre Bouttier racontait

"A cause de la pente, une seule société accepta de réaliser ce tapis roulant. Juste avant la campagne, il fut procédé aux essais. Sur le tapis, les betteraves étaient dangereuses, elles dansaient sur les rouleaux avant d'être projetées avec une violence inouïe. Nous, par précaution, étions abrités derrière un chêne".

En quatre-vingt deux ans, Nassandres n'a connu que quatre maires dont trois de la même famille, parmi eux, trois héritiers directs de la famille Bouchon.

En 1988, l'usine de Nassandres conditionnait un million de tonnes de sucre par an, pour une production nationale quatre fois supérieure, l'avenir était très préoccupant. Jean-Paul David, alors directeur du site et petit-fils d'une demoiselle Bouchon disait pourquoi :

"Il y a vingt ans, il existait 105 sucreries, il en reste 45, d'autres vont disparaître inévitablement. Il nous faut découvrir de nouveaux débouchés pour combler la surproduction agricole".

Bien avant le lait, le sucre a été touché par le phénomène des quotas. Toute extension possible du développement de la betterave s'est trouvée bloquée.

Et la consommation en morceaux diminuait à l'époque de 2% par an. De 38 kg elle était descendue à 32, le Chinois, se contentait de ses douze livres par an.

Aujourd'hui, le site de Nassandres est rebaptisé Saint-Louis Sucre. On y pratique essentiellement le conditionnement et l'effectif de 300 personnes ressemble tout à la fois, l'usine et les bureaux.

Que de chemin parcouru depuis l'aventure Bouchon.

De nos jours, le train n'attend plus le patron et le valet de chambre et son haut-de-forme se sont évanouis dans la nuit des temps...

Yves Robert

Manoir du Houlbéc

Façade principale



Le manoir du Houlbec à Ecots

Jack Maneuvrier

On est surpris de voir que le constructeur a voulu donner à cette élégante demeure des allures de place forte à caractère défensif. Un fossé profond ceinture le manoir et quatre tours de pierre percées de meurtrières protège « un modeste logis qui ne compta à l'origine que deux vastes pièces superposées¹ ».

L'ancienne commune d'Ecots est située à la frontière entre le Pays d'Auge, région de la construction à pans de bois et le début de la plaine de Saint-Pierre-sur-Dives, région de construction de pierre en petits moellons. Curieusement le manoir du Houlbec réunit ces deux tendances : la pierre pour le rez-de-chaussée et une tour, le pan de bois pour l'étage.

La façade principale est encadrée par deux tours symétriques. L'ensemble se distingue par le rez-de-chaussée construit en plaquettes calcaires et l'étage constitué de pans de bois verticaux soutenus par une allège de croix de saint-André. La base des tours est percée de petites meurtrières qui soulignent l'aspect défensif du manoir.

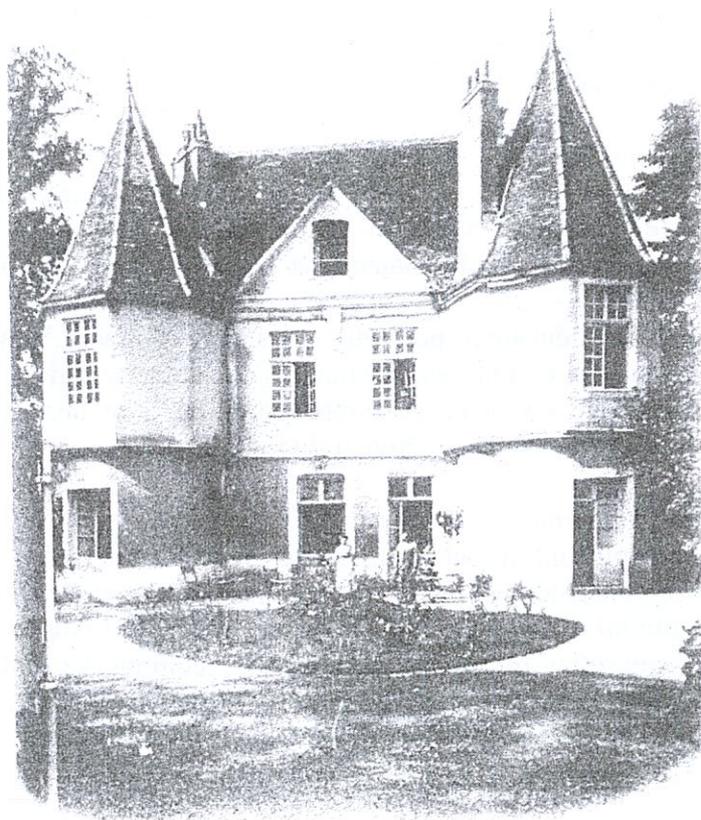
La façade arrière comprend au sud ouest une tour circulaire entièrement en pierre couronnée d'un toit conique contenant un bel escalier à vis en pierre escalier et au nord ouest une tour à base carrée en pierre surmontée d'un étage à pans de bois recouvert d'un essentage de tuiles², protection courante au XVIIIe siècle dans le sud du Pays d'Auge. Ces deux tours sont reliés par une galerie qui était primitivement ouverte, comme les galeries de la Renaissance italienne et que l'on retrouve dans quelques constructions contemporaines du Houlbec : manoir de Saint-Basile aux Autels-Saint-Bazile ou l'ancienne ferme de la Goulafrière à Saint-Pierre-des-Ifs, par exemple.

Au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la façade du manoir était entièrement recouvert d'un crépis de ciment et de chaux comme le montre le dessin de M. Pépin publié dans la Statistique monumentale du Calvados d'Arcisse de Caumont.

¹ Yves Lescroard, « Manoirs du Pays d'Auge », Editions Merges 1995.

² Ces tuiles étaient fabriquées spécialement pour cet usage. Elles étaient percées de cinq trous afin de pouvoir être clouées sur le pan de bois.

Manoir du Houlbec
Carte postale vers 1915

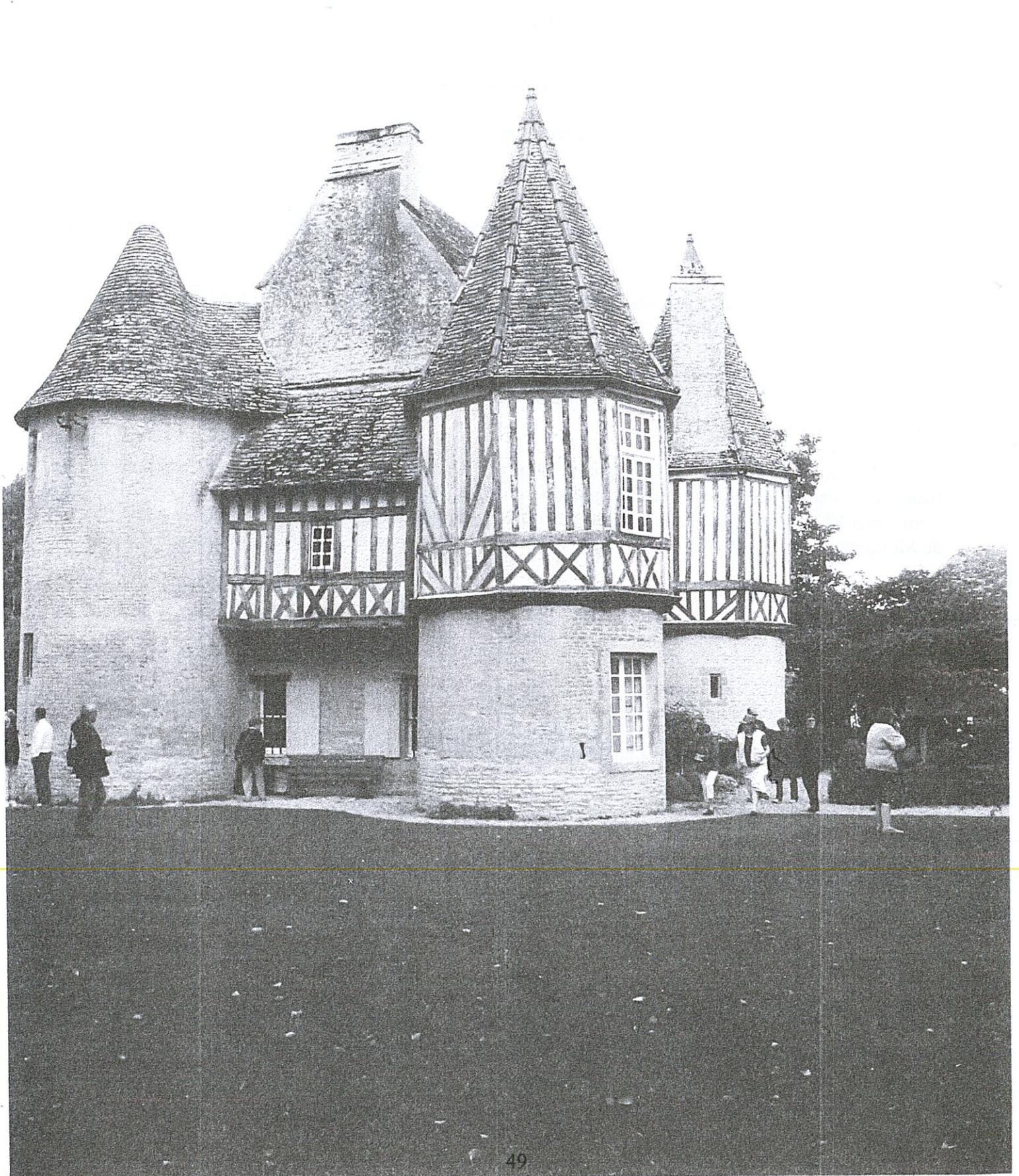


Chateau du Houlbec (N.V. B. Sivek), près St-Pierre-sur-Dropt (C. Andrieu)

L. Fillion, phot. 1915 - Livours

Manoir du Houlbec

Photographie Paule et Thierry Bricon, septembre 2004



Le manoir du Houlbec note historique

Yves Nédellec

Extrait de : « Société archéologique de la Manche – Mélanges – Dixième série 1981

Cette note repose en grande partie sur les renseignements fournis par Monsieur et Madame Dentz, anciens propriétaires du manoir du Houlbec (dont le c final ne se prononce pas à Ecots: "Houlbé").

Le manoir de Houlbec a eu une histoire assez complexe. Elle se résume ainsi: il a appartenu à la famille le Bouteiller (1456-1624), à la famille de La Serre et à ses descendants (1628-v. 1765), à la famille de Moges (v. 1765-1867...).

-1456: Donation de terres par Guillaume, baron de Courcy, à Jean le Bouteiller, seigneur de Houlbec, "à charge de les tenir dudit seigneur baron en foy et hommage".
(voir note N°2 en marge du descriptif du fief d'Houlbec figurant au dossier de plaidoirie du comte de Montgomery, série A V1° aveux, saisies procurations concernant le fief D' Houlbec).

En 1552, noble homme Henry Le Bouteiller est tenant du fief de Houlbec valant 80 livres tournois". Il tient aussi un autre fief assis à Tôtes. Il est homme d'armes de la compagnie de Mgr d'Annebault. (E. Travers, rôle du ban du bail. de Caen, p. 121.n°669).

La famille Le Bouteiller conserve le fief jusqu'en 1619. (voir Aveux rendus au comte de Montgomery par Messire Henri Le Bouteiller, écuyer, seigneur de Houlbec, en 1547 et 1563, et par son fils Jean en 1579 et 1614. (Voir aussi Déclaration de saisie des héritages de Pierre Le Bouteiller, datée de 1619, Fonds Montgomery, id).

-1624: Le fief est attribué par décret à Grégoire de La Serre. Il appartient à une famille d'Ecots : Louis de La Serre, seigneur de la Rollière, demeurant à Ecots, a été anobli en août 1544 (J.R Bloch, l'anoblissement en France au temps de François Ier, Paris, Alcan, 1934, p. 187) ; licencié es lois, il est qualifié sieur d'Ecots en 1559 (A.D. Orne, H 4336).

Grégoire de La Serre, rend aveu du fief d'Ecots en 1582 (Arc. nat). P. 28). Il fut cinquante ans avocat du roi au bailliage de Caen. Jacques de Cahaignes, dans ses Eloges des citoyens de la ville, écrits au XVIIe s. et publiés en traduction à Caen en 1880, en fait la panégyrique: "Grégoire de La Serre est rempli d'érudition et possède l'expérience des affaires du barreau. Il est prompt à la réplique, et, si je puis m'exprimer ainsi, il la donne argent comptant ; qu'on lui pose n'importe quelle question de droit, il la discute sur l'heure sans préparation et s'exprime en termes élégants et précis; ainsi que d'autres sont obligés de demander aux livres et aux méditations journalières, lui le trouve

instantanément par la force de sa logique naturelle" (p. 138-139). Il mourut à Caen le 23 mars 1628 et fut enterré dans l'église de Froide Rue. De sa femme, Françoise Malet (1), il ne laissait qu'une fille (A.D. Orne, h 4307), Jeanne de La Serre.

Jeanne de La Serre, dame de Fontenay Le Pesnel, d'Ecots et de Houllebec, épousa Marc de la Ménardière, sgr de Cuverville, puis Charles de Vauquelin, éc..., sgr de Bazoches.

(Cf. J. de Cahaignes, p. 138 ; A.D. Orne, h 214; A.D. Orne, Fonds Montgomery; A.D. Manche, Chartier du Mesnil Vitey, D 42; Comte de Vignerol, Les Vauquelin, Bull. soc. Hist. Orne, t. 42, 1923, p. 200 (alliance non indiquée).

(1) Il se remaria avec Cath. Gohier (A.D. Manche, Chartier du Mesnil Vitey, D 42).

1631: Saisie du fief de Houlebec et poursuite contre les héritiers de Grégoire de La Serre "en réformation d'aveu" (Fonds Montgomery, A V I°).

1638: Marc de la Ménardière rend aveu du fief d'Houlbec au comte de Montgomery. "Noble Marc de La Mesnardière décéda le mardy 28e jour de may 1642. Il a resté inhumé dans sa chapelle de Cuverville (canton de troarn), duquel lieu il estoit sieur et patron, Escotz, St Georges, Montviette, Fontenay le Pesnel) Beny et autres terres à luy appartenant. Agé de 58 ans (Etat civil de Cuverville, A.D. Calvados), E Supplément 1452).

Marc de La Ménardière, ayant perdu le 5 janvier 1642 son fils Robert, âgé de 22 ans (E Supplément 1452), ne laissant qu'une fille unique: Hélène de La Ménardière.

Elle fut inhumée à Cuverville le 4 mai 1683 (E Supplément 1452).

Elle avait épousé, en 1630, Jean Acher, écuyer, seigneur et patron du Mesnil Vitey (à Airel, canton de St Clair sur Elle, Manche). En 1640, l'Etat de la noblesse le décrit ainsi: "Homme de cœur et de bon esprit, d'âge de servir, ne se mesle de rien, fils d'un père de mesme; il a un frère aîné qui se donne entièrement à ses plaisirs"(G. Du Boscq)

Avant 1765: Le fief passe à Jean-Baptiste Claude Joseph de Moges, "seigneur d'Ecots"

Jean B. Claude Joseph de Moges, était le fils de Guillaume de Moges, écuyer, seigneur de Garencière (baptisé à Courvaudon (canton de Villers Bocage), en 1702, vivant en 1769, marié par contrat passé à Hamars, le 21 décembre 1732, avec Marguerite de Panthou, fille de feu Gaspard, écuyer, seigneur de Vaugroult (à Troismonts, canton d'Evrecy ?) et de Françoise de Croisilles. Ces noms de Panthou et de Croisilles laissent formuler l'hypothèse que Houlebec est passé par succession des Croisilles au Panthou, puis aux Moges. Mais un accord, échange ou vente, entre familles alliées n'est pas à exclure.

Né le 2 mars 1734 et baptisé à Courvaudon, Jean Baptiste Claude Joseph épousa à Pierrepont Marie Adélaïde Jean de Crévecoeur. Il mourut à 32 ans et fut inhumé à St Gilles de Caen le 9 février 1765. (Frondeville, les Conseillers du Parlement de Normandie au XVIe siècle Rouen, Lestringant; 1960, p. 516 et suiv.) Sa femme mourut "au château de Houlebec, le 15 août 1773, âgée de 36 ans et 10 jours" (Texte de sa pierre tombale dans le cimetière d'Ecots donnée par Caumont t. 5, p. 581; décédée le 6 août d'après l'état-civil).

Ils laissent un fils unique: Jean Baptiste Joseph Léon de Moges, chevalier, seigneur de Montviette, haut justicier d'Ecots, St Martin de Fresnay, St Georges en Auge, Putot, Heurtevent, Mesnil-Bacley, La Gravelle, Poix, le Homme et du fief d' Houlebec (Frondeville, p. 517; aveu rendu au comte de Montgomery le 5 octobre 1789, Archives du Calvados Titres de famille d'Ecots, Fiefs, 7000).

Jean-Baptiste de Moges, né à Caen, paroisse St Gilles le 5 août 1764, officier d'infanterie, fut admis dans les carrosses du Roi en 1789 et émigra en 1792. Il avait épousé le 17 avril 1787, à la

Madelaine (et suivant contrat passé à Paris le 45 avril 1787) sa cousine Françoise Hermine de Moges-Buron, née à Paris le 24 janvier 1769, fille de Ch. Jean Théodose de Moges, marquis de Moges-Buron (1741-1810) et d'Hermine Françoise d'Hariague (+ 1828). Sa pierre tombale dans le cimetière d'Ecots est ainsi rédigée: " Cy git Messire Jean Baptiste Joseph vicomte de Moges, autrefois officier au régiment du roi, décédé le vendredi 28 septembre 1832 à Houlbec, ancien domaine de sa famille, où il repose dans le sein de Dieu" (Caumont t. 5 p. 582). de Beaumont, La seigneurie du Mesnil-Vitey, dans Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'archéologie de la Manche, t. 12, 1894 p 58-85).

Apparemment le frère aîné réussit à déteindre sur le cadet, car, en 1678, à sa mort, les deux filles de Jean Acher, Claude et Lucrèce Acher, trouvèrent une succession fort embarrassée.

1664: Jean Acher, seigneur du Mesnil-Vitey rend aveu du fief d'Houlbec (bien tardivement, puisque son beau-père était mort en 1642).

1665: Le fief est (momentanément) réuni au Comté de Montgommery, à la suite d'une saisie sur Jean Acher "faute de foi et hommage"

Claude Acher (+1701) épousait le poète Jean Regnauld de Segrais, membre de l' Académie Française (1624-1701). Tous deux mouraient la même année sans postérité. Claude laissait donc ses biens à sa soeur Lucrèce qui s'était mariée avec Jean-Claude de Croisilles, fils de Robert de Croisilles, seigneur et patron de Bretteville et de Vendes, conseiller au bailliage de Caen, et d'Anne de Cairon, descendant d'une famille dont la noblesse remontait aux Croisades.

Jean-Claude de Croisilles, écuyer, se qualifiait seigneur et patron de Bretteville, seigneur du Mesnil-Vitey, St Martin de Frené, Mesnil-Bacley, Heurtevent, Montviette et Ecots.

Né à Caen en 1664, il servit comme volontaire, dans sa jeunesse (de 1674 à 1684), puis voyagea pour son agrément. Nommé ensuite, en 1686, échevin de la noblesse, il fut enfermé dans le château de Caen pour avoir soutenu les privilèges de cet ordre avec une chaleur qui déplut à la cour. Peu après, il se justifia et obtint la charge d'avocat du Roi (1690), puis celle de Président au Présidial (1704). Après la mort de Segrais, son beau-frère, il recueillit les membres de l'Académie naissante de cette ville (Caen) et contribua à lui donner un règlement qui fut sanctionné par le Roi. Il mourut le 21 janvier 1735, âgé de 82 ans, laissant plusieurs pièces de poésie et dissertations en manuscrits. (Nous ignorons ce que ces manuscrits ont pu devenir. Il n'en existe pas de trace à la bibliothèque de Caen).

(Notices, mémoires et documents publiés par la Société d' Achéologie de la Manche, t. 12, 1894, p.67-68-cf aussi P. Carel, les Magistrats du bailliage de Caen, dans Bulletin Société des Antiquaires de Normandie, t.20, 1898, p.627-631).

Il avait perdu, le 27 août 1709, sa femme Lucrèce-Françoise Acher, âgée de 76 ans, inhumée à Cuverville le 28 août (E. Suppl 1455), il s'était remarié avec Mlle de Gillain de Bénouville. Il décéda sans enfant de ces deux mariages.

Nous ignorons ce que devinrent alors les biens de Lucrèce Acher et spécialement Houlbec. Apparemment le Président de Croisilles en garda la jouissance jusqu'à sa mort (1735), et fut

remplacé, dans au moins une partie de ces biens, dès 1736 par Guillaume de Panthou, écuyer, capitaine au régiment de Piémont. (Piel, Insinuations ecclésiastiques de Lisieux, t.3, reg. XV, 1173 et XVI, 254: nomination à la cure de St Martin de Fresnay).

1692: Le Comte de Montgomery tente, par sommation, de faire rendre aveu du fief de Houlbec par Jean-Claude de Croisilles, qui a rendu aveu de la seigneurie d' Ecots en 1684.

(Voir Archives nationales P 28)

Il est fait opposition à cette sommation (Fonds Montgomery, A V 1°)

1750: Le fief de Houlbec est réuni, une seconde fois "faute d'avouement" au Comté de Montgomery, alors revenu à la Marquise de Thiboutot de Montgomery par suite du décès sans enfant de son oncle Nicolas François de Montgomery en 1721; il s'agit de Marie Anne Rose de Montgomery, décédée veuve le 3 février 1794 à Paris, mariée en 1732 à Louis François, marquis de Thiboutot, maréchal de Camp, mort en 1750 à l'âge de 71 ans.

1752: Une procédure est ouverte contre Guillaume de Panthou, seigneur d' Ecots, Montviette, St Georges en Auge, St Martin de Fresnay, qui est condamné à payer une rente de cent sols afférents au fief d'Houlbec.

(Fonds Montgomery, id. diverses sentences le procès dure quinze ans . (id)

Il laissait deux enfants: Célestine (1788-1859) chanoinesse de Ste Anne de Bavière et Alphonse Louis Théodose, comte de Moges, né à St Georges d' Aunay, vice-amiral (1789-1850), marié en 1829 à Blanche Amélie des Acres de Laigle (1804-1899). Dont:

1- Louis Joseph Alfred 1830-1861, diplomate, sans alliance.

2- Paul Charles Victor, 1832-1903, officier, dernier du nom, marié à Alix de Menou (+ 1900), sans postérité.

Dans des conditions inconnues, Houlbec passa entre les mains de la famille de Bonnechose. Lors de la succession de ses parents en 1884, il échet à Marie Emma de Bonnechose, Marie Gouzil.

1894: Mme Gouzil vend Houlbec à Mme Paul Giffard née Louise Méduline d' Angerville.

1899: La fille de Mme Giffard, Paulette, veuve d'Alphonse Martin, reçoit Houlbec en héritage et vend le domaine en

1921: à Franck Jay Gould et son épouse en troisièmes noces, née Florence Lacaze.

1935: La propriété est achetée par Maurice Chiris. Elle est alors réduite à une cinquantaine d'hectares.

1950: La propriété est achetée par M. Roger Izabelle.

1979: M. Izabelle revend le manoir et ses dépendances sur un hectare et demi, après séparation des bâtiments de ferme et de l'exploitation agricole, à Monsieur et Madame François Dentz.

M. et Mme Delouche sont actuellement propriétaires du manoir du Houlbec

Manoir du Houlbec

Carte postale 1904



Librairie DUMAS

155

Environs de Saint-Pierre-sur-Dives. — Le Château de Houlbec

Gustave Gosselin,

peintre et photographe à Montviette, au XIXème siècle

**Christiane Dorléans
Montvitte-Nature**

Certaines familles de Montviette conservent dans leur album souvenirs, des clichés réalisés entre 1880 et 1910. Ces tirages photographiques sont l'œuvre de Gustave Gosselin.

La famille Gosselin est originaire du Mesnil-Bacley (Canton de Livarot) Le père, charron, vient exercer son métier à Montviette. Gustave naît le 3 août 1858. Sa mère Elisa tient alors un café sur le bord de la départementale n° 4 de Livarot à Saint-Pierre-sur-Dives. Les plus anciens se souviennent « du bal du 14 juillet où l'on dansait sur l'herbe aux sons d'un phonographe ».

Dans une remise attenante au café, Gustave, au retour de son service militaire au Sénégal, ouvre un atelier de peintre décorateur et peintre en lettres. Il se spécialise, tout particulièrement, dans le décor des carrioles à cheval. L'activité est sans doute florissante puisque il embauche un ouvrier peintre, Raymond Augée. Eugène, son frère aîné, s'installe comme forgeron deux maisons plus loin.

Quelques dates repères de la découverte de la photographie :

La découverte de la photographie est officiellement reconnue en 1839.

1843, le premier photographe portraitiste ouvre une boutique à Caen, rue Bellivet.

Louis Alphonse de Brébisson, botaniste et photographe, propriétaire du Château de Carel à Saint-Pierre-sur-Dives, achète de quoi construire son propre appareil photographique. Il signe la réalisation de ses premiers paysages en 1850.

Jusqu'à la fin du siècle toutes ces techniques photographiques utilisent la plaque de verre sur laquelle on applique des émulsions de produits chimiques ou de composés naturels.

Gustave Gosselin, photographe amateur

C'est probablement autour de 1880 que Gustave acquiert son appareil photographique. Les clichés conservés n'étant pas tous datés, il est difficile de dire s'il s'est exercé d'abord à l'art du portrait ou à celui du reportage.

A Montviette, il a pratiqué ces différentes techniques. Il a aussi photographié beaucoup de scènes de familles : le café, ses parents, sa femme Marie, ses enfants Louis et Elisabeth, son atelier, la route. Quand il participe à la fête patronale de Montviette en juin, plusieurs années de suite, il en profitera pour réaliser des clichés des paroissiens réunis. On remarque sur l'une des photos la civière au pain bénit, conservée aujourd'hui encore à l'église. Il était aussi musicien et jouait dans la formation « Les gars normands » de Livarot. Ses clichés, reproductions sur papier, sont signés : ils portent au dos l'empreinte de son tampon.

Le studio de Saint-Pierre sur Dives

Gustave quitte Montviette vers 1910, sa femme Marie ouvre un autre café en face de l'usine Leroy et de la scierie Jaillard. Dans le hangar attenant, il installe un studio de prises de vues avec une petite table en fer, une ou deux chaises contre un décor en trompe l'œil peint sur le mur. Il développe ses photos dans une petite pièce au deuxième étage de la maison. Nombre de clients se sont fait photographier aussi devant le café avec leur cheval et leur carriole avant de quitter le marché de Saint-Pierre.

Un dernier cliché montre Gustave devant son café, âgé, amaigri. En août 1944, avec un groupe de réfugiés, il revient à Montviette dans une ferme à La Gravelle. A son retour, il trouve son atelier saccagé, ses plaques de verre brisées. Seules ont été préservées les épreuves papier. Il meurt chez ses enfants à Escures-sur-Favières fin 1944 et est enterré dans le petit cimetière de Donville à Saint Pierre sur Dives.

La famille Gosselin a conservé les albums où Gustave avait classé les épreuves papier des portraits réalisés sur plaques de verre.

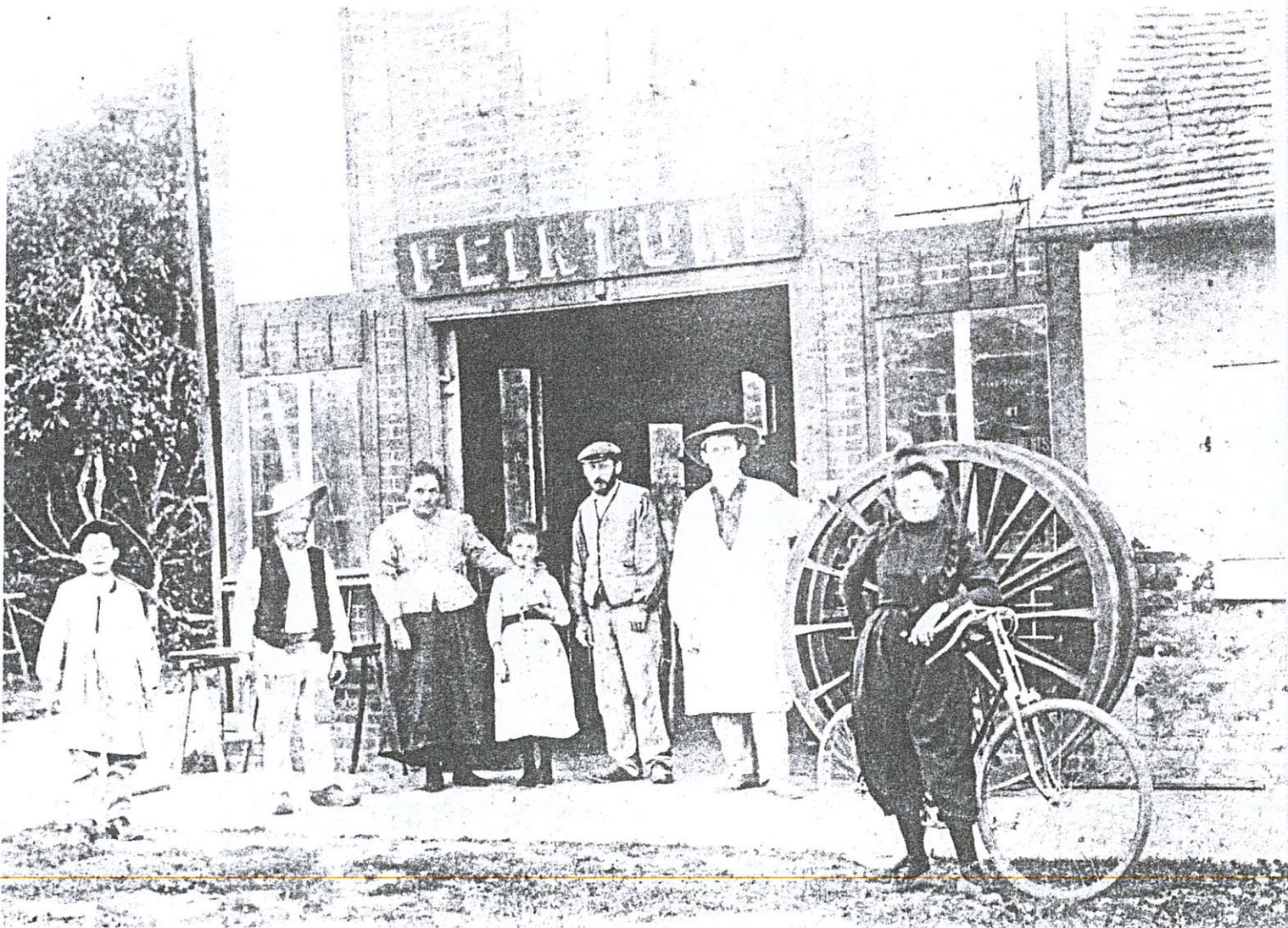
Nous avons pu reconstituer l'histoire de Gustave Gosselin grâce aux archives municipales, aux souvenirs des anciens de Montviette et surtout grâce aux archives familiales conservées par Rémi Lefèvre, son petit fils. Nous le remercions tout particulièrement de l'autorisation de reproduire ces clichés.



Montviette

Photo prise au début du XXe siècle

Gustave Josselin, Marie Josselin, Louis Josselin, Elisabeth Josselin (la plus petite)



Montviette

Le café à Montviette

Gustave est à droite

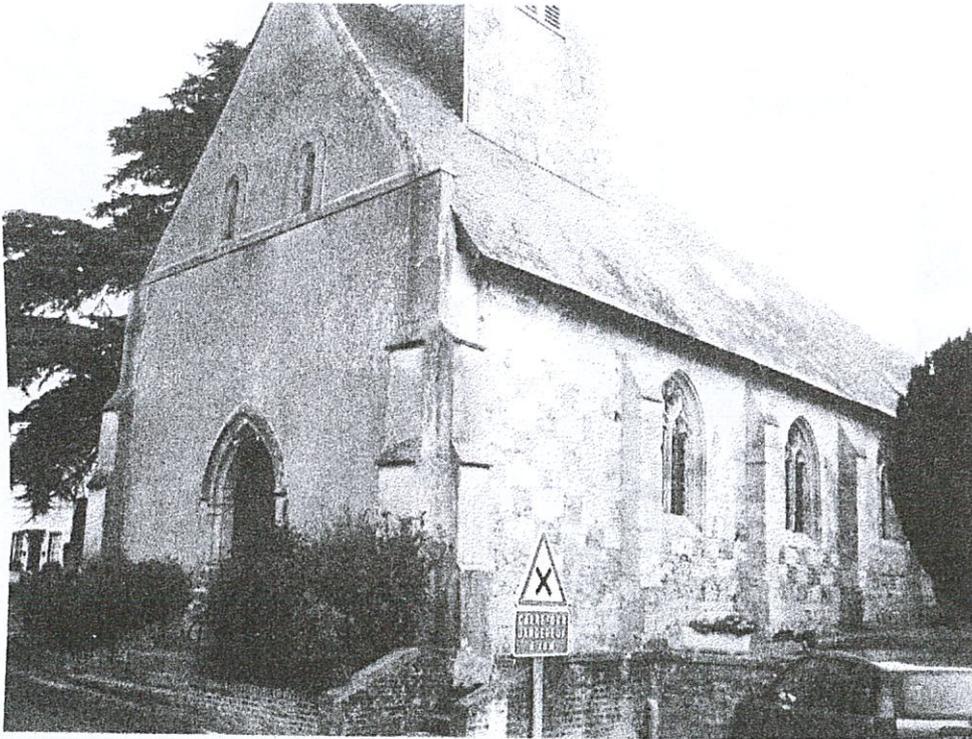


Gustave avec sa femme et sa mère



Eglise de Mesnil-Durand

Le portail est percé de deux lancettes et il est soutenu par deux contreforts. La porte est ogivale, sa voûture se compose de deux tores qui retombent sur un pilastre prismatique dont les chapiteaux et les bases accusent tout au plus le XIV^e siècle³.



³ Ch. Vasseur

L'église du Mesnil-Durand

Jack Maneuvrier

Historique :

Sous l'Ancien Régime, la paroisse du Mesnil-Durand appartenait à l'élection d'Argentan, à l'archidiaconé d'Auge et au doyenné du Mesnil-Mauger. Elle comprenait deux fiefs. Au XVIII^e siècle, le fief principal donnant le titre de seigneur et patron du mesnil-Durand appartient à la famille Graindorge d'Orgeville. François Jean de Graindorge se distingue par ses talents militaires et devient officier général. Il émigre pendant la Révolution et meurt à Lourdes en 1796. Son fils, vicomte Gustave de Mesnil-Durand, revient d'émigration dans l'espoir de sauver le roi Louis XVI dont il s'offre à être le défenseur. Il est arrêté et meurt sur l'échafaud. La commune du Mesnil-Durand a été agrandie par l'adjonction de celle du Pontallery, par ordonnance royale du 19 juillet 1826.

L'église :

L'église de Mesnil-Durand date de deux époques distinctes¹ : la fin du XIII^e siècle pour la nef et l'époque romane pour le chœur. Le portail présente un gable à rampants, percé de deux lancettes. La porte est ogivale ; la voussure se compose de deux tores qui retombent sur un pilastre prismatique, dont les chapiteaux et les bases semblent remonter, tout au plus, au XV^e siècle. Le mur du nord est moderne ; mais celui du sud, flanqué de cinq contreforts, a bien conservé ses caractères primitifs du XIII^e siècle, quoiqu'il ait été repercé au XVI^e siècle de trois fenêtres ogivales avec un meneau. On trouve, encore au sud, une porte cintrée garnie de zigzags du XII^e siècle. Deux contreforts plats soutiennent chaque mur latéral et le chevet qui est droit.

Selon Ch. Vasseur² : « Le chœur offre un luxe d'architecture peu commun dans cet arrondissement . Il est voûté en pierre, avec nervures aux arceaux et aux arcs doubleaux, dont la retombée porte, aux angles, sur une colonnette à chapiteau à crossettes et, qu centre, sur un faisceau de trois colonnes de diamètre inégal ; les bases sont garnies d'agrafes. L'arc triomphal appartient au même style. L'ébrasement des fenêtres est garni d'un tore.

Le clocher abrite la cloche de l'ancienne paroisse de Pontallery qui porte l'inscription suivante : « L'an 1741, jay été bénite par Messire Philippe Martin curé de ce lieu et nommée Angélique par Messire Jacques Nicolle, hevalier seigneur honorire de Livarot, Chiffreville,

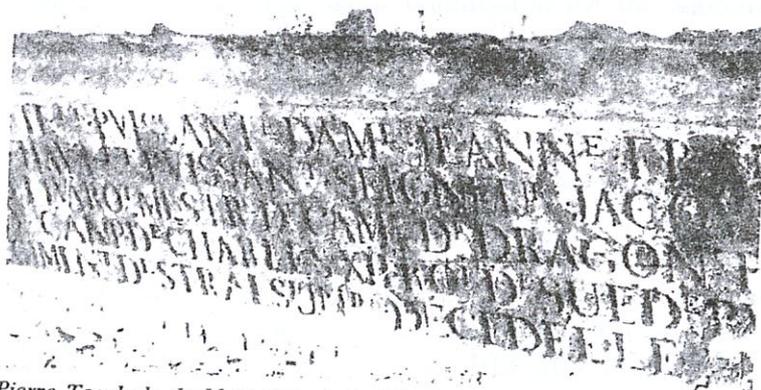
¹ Arcisse de Caumont, « Statistique Monumentale du Calvados », Ed. 1967, p. 693

² Charles Vasseur, Dossiers bleus, Archives de la Société historique de Lisieux

les Loges, patron de ce lieu Mestre de camp de dragons chevalier de Saint Louis et par mademoiselle Angélique Jourdain fille de Louis Jourdain, écuyer, seigneur Duverger Mesnil Durand, La Barilhere, Saint Martin, Castillon.

Dans le cimetière, on peut découvrir la tombe de « Haute et puissante dame Jeanne françoise d'Avy, veuve de haut et puissant seigneur Jacques de Nicole, comte de Livarot, Mestre de camp de dragons, précédemment aide de camp de Charles XII roi de Suède, puis colonel du régiment de Stralsunt, décédé le 24 septembre 1782.

Charles Vasseur qui a visité Mesnil-Durand vers 1865 note que : « L'if du cimetière mesure dans sa partie moyenne, 11 pieds de circonférence ». L'if a disparu et a été remplacé par un magnifique cèdre, à moins que, ce qui est peu probable, Ch. Vasseur est confondu l'If habituellement présent dans les cimetières avec le cèdre, rare dans notre région.



Pierre Tombale de Mme Jeanne de Nicole comtesse de Livarot, dans le cimetière de Mesnil-Durand

Cèdre du cimetière



Porte romane du mur sud XIIe siècle



Une célébrité de Mesnil-Durand : l'abbé Dufresne

L'abbé Dufresne, né à Livarot le 12 décembre 1732, nommé curé de Pontallery le 13 mars 1767 puis curé du Mesnil-Durand. « Le 8 mai 1767, nomination à la cure de saint André du Mesnil-Durand appartenant au seigneur du lieu, Messire François Jean de Grainorge d'Orgeville, chevalier, seigneur et patron du Mesnil-Durand, colonel d'infanterie, nommé à la dite cure vacante par la mort de me Pierre François Dufresne, dernier titulaire, décédé le 20 avril dernier, la personne de Me Jcues Dufresne, prêtre de diocèse, ci devant nommé à la cure de Pontallery. Fait et passé au château du mesnil-Durand en présence de Me Pirre Fonblanche, ingénieur, pensionnaire du roy, demeurant au bourg de Livarot et de Pierre benjamin Bellencontre, tailleur de pierre demeurant à Barville.

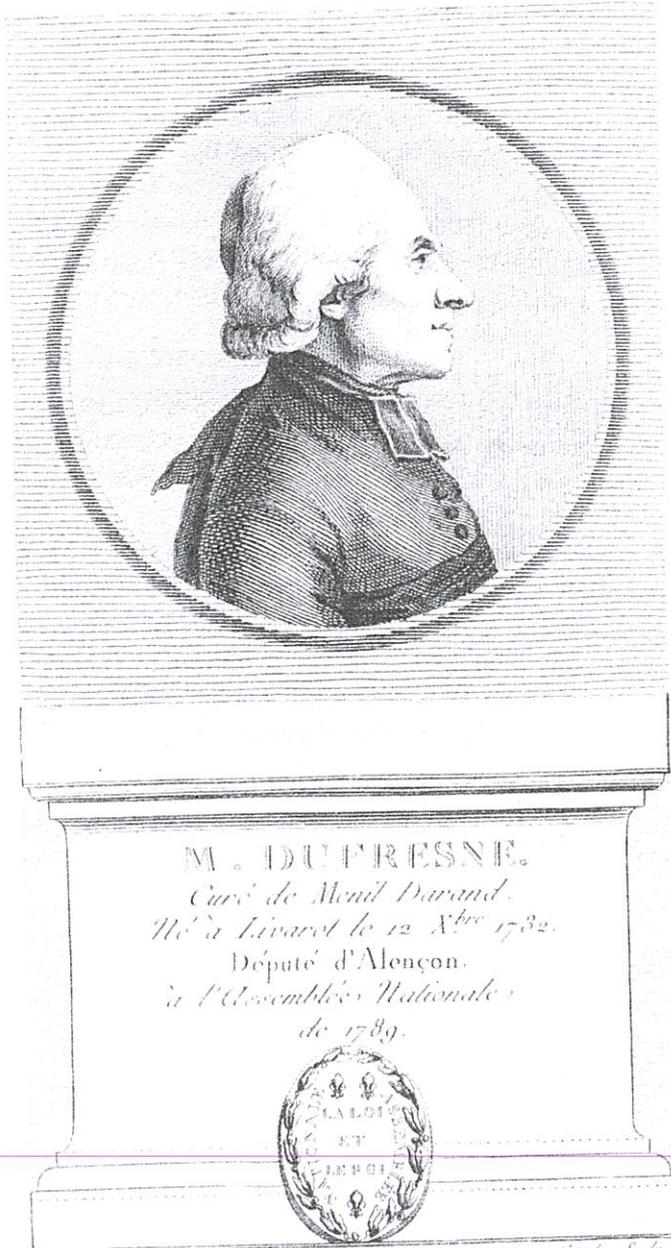
Le 26 mai 1767, Me Le Bas de Fresne, vicaire général donne au dit sieur Dufresne la collation du dit bénéfice. Le lendemain le sieur Dufresne prend possession de la cure du Mesnil-Durand, en présence de me Jacques Dubois, prêtre desservant la dite paroisse et plusieurs autres témoins⁴.

« Me Dufresne, né à Livarot en 1732, était fort considéré dans le clergé. Il fut nommé en 1789 député aux Etats-Généraux. Pendant son absence, sa paroisse fut desservie par ses deux vicaires, M. Jean-Baptiste François Dubois et M. Jean Nicolas.

A la séance de l'Assemblée Constituante du 27 décembre 1790, Me Dufresne refuse de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Les travaux de la Constituante terminés, vers la fin de septembre 1791, Me Dufresne revient dans sa paroisse. Il reprend ses fonctions pastorales pendant quelque temps, mais M. Louis Jean Le Bourgeois, originaire de Pontallery, ayant été élu curé constitutionnel du Mesnil-Durand, Me Dufresne alors âgé de 60 ans doit quitter la paroisse. Il se réfugie à Rouen où il réside plusieurs mois mais il lui faut bientôt partir pour l'exil. Il revient après la Révolution et il est, alors, nommé curé de Saint Jacques de Lisieux en 1802, il fait prendre possession de sa cure par procureur le 13 avril 1803 ; mais il meurt à Livarot trois jours près à l'âge de 71 ans⁵.

⁴ Abbé Piel, Inventaire historique des actes transcrits aux Insinuations ecclésiastiques de l'ancien diocèse de Lisieux, 1893, tome III, registre XXXI note 141.

⁵ Abbé Piel, ibid.



Piccini del.

Guébo Sculp.

Convocation à l'Assemblée Générale

L'Assemblée générale du Foyer Rural du Billot – Histoire et Traditions Populaires, se tiendra au Foyer

Vendredi 10 décembre à 20 h 30

Objet :

Rapport moral par le Président
Rapport d'activités
Rapport financier par la trésorière Chantal Guillin
Election du Tiers sortant : les candidatures au Conseil d'administration devront parvenir au Foyer avant le 6 décembre
Projets d'activités

Procuration

M. Mme
.....

Adhérent du Foyer Rural, ne pouvant assister à l'Assemblée générale donne procuration à :

M. Mme :

Pour participer aux travaux et aux votes en son nom.

A le

Signature

Candidature

M. Mme

Adhérent du Foyer Rural souhaite être candidat(e) au Conseil d'Administration du Foyer

A..... le

signature

Une nouvelle publication de la S.H.L. :

NOMS DE LIEUX DU PAYS D'AUGE

(communes, hameaux, lieux-dits)

Premier volume : éléments pré-latins (gaulois ou transmis par le gaulois).

Par Dominique Fournier

*Docteur ès Lettres,
Agrégé de l'Université*

Cet ouvrage, le premier d'une série consacrée au Pays d'Auge, explore les plus anciens noms de lieux de cette région, légués par les diverses populations qui s'y sont succédé avant l'arrivée des Romains et du latin : nom des rivières et de hauteurs dont certains remontent au néolithique ; noms de lieux gaulois, par lesquels on appréhende quelques trop rares aspects de la société celtique pré-romaine...

Fort de près de deux cents références, de nombreux renvois, de cartes, de tableaux et de copieux index, cette étude représente une plongée dans le plus lointain passé de notre région. Il ne devrait pas laisser indifférents les amateurs d'histoire, de langue, ou tout simplement de culture augeronne.

Dominique Fournier, agrégé de l'université et docteur en linguistique, est spécialiste de toponymie (étude des noms de lieux) et d'anthroponymie (étude des noms de personnes). Il consacre depuis longtemps ses recherches à la Normandie, et plus particulièrement au Pays d'Auge. Son dernier ouvrage publié en 1998 par la Société historique de Lisieux fut le *Dictionnaire des noms de rues et lieux-dits de Lisieux*.

Bon de commande

Me-M : .
Adresse :

Commande exemplaires de *Noms de Lieux du Pays d'Auge*

Tarif : 11,50 euros X = Plus envoi postal éventuel : 2 euros par volume.

Règlement ci-joint :à l'ordre de la Société historique de Lisieux

Adresse : 1, rue Paul Banaston, 14100 Lisieux.

Contact : Daniel Deshayes : 02 31 62 43 66